

Documents d'Etude de la Formation Léon Lesoil
n°8 – Avril 2011

Mobilisation pour le climat et anticapitalisme:
**Les fondements d'une
stratégie écosocialiste**

Daniel Tanuro



Formation Léon Lesoil asbl.
20 rue Plantin 1070 Bruxelles – 0476/900.997
www.lcr-lagauche.be – info@lcr-lagauche.be

Les fondements d'une stratégie écosocialiste

Contrairement à ce que suggère la fausse mais très populaire métaphore de l'île de Pâques proposée par Jared Diamond [1], les dégradations environnementales que nous observons aujourd'hui ne sont en rien comparables à celles qui ont pu se produire à d'autres périodes historiques. Les différences sont non seulement quantitatives (la gravité et la globalisation des problèmes écologiques), mais aussi et surtout qualitatives : alors que toutes les crises environnementales du passé découlaient des tendances sociales à la sous-production chronique, donc de la crainte de la pénurie, les problèmes actuels trouvent au contraire leur origine dans la tendance inverse à la surproduction et à la surconsommation, qui est spécifique à la production généralisée de marchandises.

Par conséquent, l'expression « crise écologique » est impropre. Ce n'est pas la nature qui est en crise, mais la relation historiquement déterminée entre l'humanité et son environnement. Cette crise n'est pas due aux caractéristiques intrinsèques de l'espèce humaine mais au mode de production devenu dominant il y a deux siècles environ – le capitalisme – et aux modes de consommation et de mobilité qui en découlent. Les atteintes graves aux écosystèmes (changements climatiques, pollution chimique, déclin rapide de la biodiversité, dégradation des sols, destruction de la forêt tropicale, etc.) constituent une dimension de la crise systémique globale. Ensemble, elles expriment l'incompatibilité entre le capitalisme et le respect des limites naturelles.

Productivisme sans limites

La raison fondamentale de cette incompatibilité est simple : sous le fouet de la concurrence, tout propriétaire de capitaux cherche en permanence à remplacer du travail vivant par du travail mort, autrement dit des travailleurs par des machines plus productives, car celles-ci lui procurent un surprofit en plus du profit moyen. Il va de soi que cette opération n'aurait pas de sens pour le capitaliste si elle ne s'accompagnait pas d'une tentative d'élimination de ses concurrents les plus faibles, par l'augmentation de la masse de marchandises mises sur le marché à bas prix.

L'innovation, dans ce mode de production, n'est pas au service de l'allègement de la charge de travail mais de l'accumulation incessante du capital. Dès lors, sa recherche constante de nouveaux champs de valorisation amène celui-ci à produire une quantité sans cesse croissante de marchandises inutiles et nuisibles, dont la plus-value, pour être réalisée, implique que soient constamment créés des débouchés et des besoins, de plus en plus artificiels. Le « productivisme » – produire pour produire – implique obligatoirement « consommer pour consommer » et fait partie du code génétique de ce mode de production, au même titre que le fétichisme de la marchandise. « Le capitalisme, non seulement n'est jamais stationnaire, mais ne pourrait jamais le devenir », disait Schumpeter [2]. En effet, pour qu'un capitalisme puisse être stationnaire, il faudrait abolir la concurrence entre les capitaux nombreux qui composent le Capital, ce qui est évidemment absurde.

Oui mais, objectera-t-on, si l'efficacité dans l'utilisation des ressources augmentait plus vite que la masse de marchandises produites, la reproduction élargie du capital ne s'accompagnerait pas d'une ponction accrue sur les ressources naturelles. Le capitalisme serait alors soutenable écologiquement. En effet. C'est la thèse du découplage entre la croissance du PIB et l'empreinte écologique. Elle est illustrée par la courbe en cloche dite « de Kuznets », selon laquelle l'impact environnemental d'une société donnée augmenterait jusqu'à un pic, puis diminuerait en fonction de sa richesse, donc du développement de ses forces productives. Il est vrai que, de tous les modes de production qui ont existé dans l'histoire, le capitalisme est celui qui a augmenté le plus spectaculairement la productivité du travail, donc aussi l'efficacité dans l'utilisation des ressources.

Il en est ainsi parce que la quête du surprofit qui pousse à la mécanisation favorise en même temps une économie croissante dans l'utilisation des richesses naturelles. Pourtant, ce constat ne remet pas en cause la nature écocidaire du système, et la courbe de Kuznets est fautive. En effet, d'une part, la hausse de l'efficacité est forcément une asymptote, pas une fonction linéaire de l'augmentation du capital fixe – sans

quoi on aboutirait à la conclusion que le mouvement perpétuel est possible, puisque, à la limite, un travail pourrait être effectué sans déperdition d'énergie (cette erreur grossière a été commise par les experts qui ont évalué la part de la consommation européenne d'électricité possiblement couverte par le projet Desertec d'exploitation du rayonnement solaire dans le Sahara) [3]. D'autre part, on constate empiriquement que l'augmentation du volume de la production fait plus que compenser la hausse de l'efficacité, qui n'est donc que relative. Le cas de l'automobile est frappant : la sobriété des moteurs augmente, mais les besoins globaux en hydrocarbures et les émissions de gaz à effet de serre des transports explosent, par suite du nombre sans cesse croissant de véhicules. Boulimique, la croissance capitaliste implique inévitablement une consommation croissante de ressources, inconciliable avec la finitude de celles-ci ainsi qu'avec leurs rythmes de renouvellement.

Face à la multiplication angoissante de problèmes écologiques graves, nous sommes amenés à nous interroger : quelles sont les limites théoriques de la croissance capitaliste, et par conséquent de la dégradation capitaliste de l'environnement ? Répondre implique de bien saisir que le capital n'est pas une chose : c'est un rapport social d'exploitation, dont le développement fut rendu historiquement possible du fait de l'appropriation préalable des ressources naturelles (terre, eau, forêts...) par les classes dominantes, au nom du profit. Cette appropriation entraîna ensuite celle de la force de travail, transformée en marchandise salariée. Pillage des ressources et exploitation du travail – quand celle-ci est considérée du point de vue social – sont donc les deux faces d'une même médaille. Mais, en laissant de côté sa composante sociale (la coopération et ses formes), la force de travail humaine peut aussi être considérée sous l'angle thermodynamique, comme une ressource naturelle parmi d'autres (le corps humain est un convertisseur énergétique). Dans ce cas, pillage et exploitation ne sont en fait qu'un seul et même processus de destruction, et le surtravail peut être décrit comme une quantité d'énergie accaparée par le patronat.

Ceci étant posé, on peut répondre à la question sur les limites théoriques du capital. D'une part, l'expropriation des producteurs et productrices directEs, leur aliénation d'avec la terre nourricière, a créé une classe sociale dont l'unique moyen de subsistance est la vente de sa force de travail contre un salaire. D'autre part, le travailleur ou la travailleuse embauchéE comme salariéE trouve tout prêts, mis à sa disposition par l'employeur, les éléments nécessaires à son activité productive – outils, bâtiments et énergie – qui proviennent, directement ou indirectement, de ressources prélevées dans la nature par le travail ou transformées par lui.

Dans ce contexte, et tenant compte du fait que la hausse de l'efficacité n'est que relative, il va de soi que la quête incessante du surprofit par le productivisme capitaliste pèse à la fois sur les fractions variable et constante du capital, de sorte que celui-ci doit fatalement consommer une quantité absolue toujours plus grande de force de travail et de ressources naturelles, et ce bien qu'il favorise leur économie relative. La formule énigmatique de Marx disant que le capital n'a d'autre limite que le capital lui-même s'éclaire ainsi : elle signifie tout simplement que ce mode de production ne s'arrêtera de lui-même qu'après avoir épuisé les deux seules sources de « toute richesse : la terre et le travailleur » [4].

Cette conclusion laisse si peu de place à l'optimisme que certains s'accrochent à tout prix à l'idée qu'un mécanisme endogène non encore identifié pourrait bloquer le système avant qu'il n'ait atteint cette limite théorique. Il faut pourtant se résigner à constater qu'il n'existe et ne peut exister rien de ce genre. La raison, encore une fois, est simple et renvoie aux lois fondamentales du capitalisme : ce mode basé exclusivement sur la loi de la valeur-travail a pour seul but la production de valeurs d'échange, et non de valeurs d'usage. Or, la valeur étant déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à la production, il est évident que le capital ne dispose d'aucun moyen lui permettant de prendre spontanément en compte l'état des richesses que la nature met gratuitement à disposition de l'humanité.

Symbole et essence de la valeur, la forme argent, par son abstraction même et du fait du renversement complet de perspective qu'elle engendre (l'argent semble donner leur valeur aux marchandises, alors que ce sont les marchandises qui donnent sa valeur à l'argent) crée l'illusion qu'une accumulation matérielle illimitée serait possible. Il convient de préciser que le capital, bien qu'il compte et mesure tout, est non seulement incapable de prendre les richesses naturelles en compte qualitativement, mais aussi quantitativement, comme le montre l'insouciance légère avec laquelle il détruit irréversiblement des stocks de nombreuses ressources, en dépit des avertissements de toutes sortes. Cette folie a même trouvé ses théoriciens, en la personne des ultralibéraux qui défendent, contre toute évidence, la thèse absurde de la substituabilité intégrale des ressources naturelles par des produits de l'activité humaine...

Une réponse politique ?

Certes, DES capitaux s'investissent massivement dans le secteur vert de l'économie, car les profits y sont attractifs, notamment grâce aux subsides publics. Mais LE « capitalisme vert », en tant que tel, est un oxymore. La seule question digne d'intérêt consiste à se demander dans quelle mesure l'aveuglement écologique du mode de production marchand pourrait être compensé par des mesures politiques, exogènes à la sphère économique proprement dite. Au vu de ce qui a été dit plus haut, la réponse est évidente : l'efficacité des politiques écologiques dépend entièrement de la détermination avec laquelle celles et ceux qui les prônent osent contester la liberté du capital, donc construire le rapport de forces social nécessaire à leur imposition (ce qui implique à son tour de lier la solution de la question écologique aux combats des exploité.e.s : la lutte contre le chômage, la misère, l'inégalité sociale, les discriminations et la dégradation des conditions de travail). Et c'est ici que le bât blesse.

Tim Jackson, par exemple, est probablement un des auteurs non marxistes qui appréhende le mieux la logique productiviste capitaliste comme la cause fondamentale des dégradations environnementales. Dans *Prospérité sans croissance*, tournant le dos aux explications superficielles, il écrit pertinemment que « cette société qui balance tout à la poubelle n'est pas tant une conséquence de la glotonnerie des consommateurs qu'une condition de survie du système », car celui-ci a besoin de « vendre plus de biens, d'innover en permanence » [5]. Mais Jackson esquive la conclusion à tirer de sa propre analyse : plutôt que de contester le mode de production, il dévie malgré tout dans la mise en cause d'un « désir de nouveauté et de consommation » qui relèverait, selon lui, de la nature humaine. Du coup, la montagne accouche d'une souris :

- Sur le versant écologique, *Prospérité sans croissance* plaide pour que le pouvoir politique fixe des limites sévères à l'utilisation des ressources, en fonction des seules contraintes environnementales. C'est effectivement ce qu'il conviendrait de faire... Toutefois, on ne peut, sous peine d'impuissance, feindre d'ignorer, comme Jackson, que le monde des affaires s'oppose avec succès à toute régulation environnementale drastique, même dans les cas où la nécessité de celle-ci est la moins contestée ;

- Sur le plan social, Jackson a le mérite de plaider pour la réduction du temps de travail, mais cette mesure est subordonnée chez lui au maintien de la compétitivité des entreprises, de sorte qu'elle n'est pas chiffrée. Pour lui, la réduction du temps de travail est en fait une forme de flexibilité, pas une réponse collective immédiate au chômage, ni un outil pour la redistribution de la richesse produite (par le maintien des salaires). Il ne l'envisage d'ailleurs qu'en dernier recours, au cas où la conversion des économistes à un nouveau « modèle macroéconomique » ne suffirait pas à « déplacer simplement le point focal de l'activité économique du secteur productif de valeur vers des services dématérialisés » [6].

D'une manière générale, toutes les propositions mises en avant pour corriger politiquement la nature écocidaire du capital butent sur les mêmes obstacles : la logique du profit et la nature de classe des institutions [7].

Mirage de l'internalisation

Einstein aurait dit un jour : « On ne peut pas résoudre un problème avec le type de pensée qui a conduit au problème ». Ce théorème s'applique parfaitement à l'idée que le capitalisme pourrait s'engager sur la voie de la soutenabilité si des instances politiques attribuaient un prix aux ressources naturelles. Puisque la crise écologique est une conséquence de la production généralisée de marchandises, ce n'est pas en « marchandisant » l'eau, l'air, le carbone, les gènes ou toute autre richesse naturelle que la destruction de l'environnement pourra être arrêtée. Non seulement cette « internalisation des externalités » ne nous rapproche pas d'une solution, mais elle nous en éloigne au contraire. En effet, il va de soi que la transformation des richesses naturelles en marchandises implique leur appropriation par le capital. Dès lors, l'affaire est entendue car celui-ci, en les soumettant à la loi de la valeur-travail, tend à les soustraire du même coup à tout critère de gestion autre que le profit.

De toute manière, indépendamment de ces considérations, et plus fondamentalement encore, les tentatives de donner un prix aux richesses naturelles se heurtent à une difficulté théorique insurmontable : comment évaluer en termes monétaires des biens dont la production n'est pas mesurable en heures de travail, qui n'ont donc pas de valeur, et dont la destruction est, de plus, différée dans le temps ? Pour toute réponse à ce casse-tête, les économistes libéraux se chamaillent sur le taux d'actualisation et interrogent

la disponibilité des consommateurs à payer pour l'environnement, ou à en accepter la dégradation. Le prix des richesses naturelles varie alors selon que les personnes interrogées sont riches ou misérables... Poussée à la limite, cette méthode révèle clairement son absurdité : quelle valeur marchande conviendrait-il de donner au rayonnement solaire, sachant que la vie sur Terre en dépend ?

L'impasse du calcul marchand apparaît clairement dans la proposition d'une taxe carbone pour rendre les énergies fossiles plus chères que les renouvelables et réduire par conséquent les émissions de gaz carbonique. Comme on le sait, pour avoir une chance raisonnable de ne pas trop dépasser 2 °C de hausse de la température par rapport à la période préindustrielle, il convient que ces émissions diminuent d'ici 2050 de 80 à 95 % dans les pays capitalistes développés, et de 50 à 85 % au niveau mondial, le point d'inflexion devant se situer au plus tard en 2015 [8]. Ces fourchettes de chiffres, dont il serait prudent de viser la partie supérieure, impliquent d'abandonner les énergies fossiles en deux générations, alors que celles-ci couvrent 80 % de nos besoins énergétiques (et que l'or noir est la matière première de l'industrie pétrochimique).

En fait, l'ampleur des réductions à réaliser dans l'urgence et l'importance de la différence de coût entre fossiles et renouvelables sont telles que même une taxe de 600 dollars la tonne ne suffirait pas (elle permettrait seulement de réduire les émissions globales de moitié d'ici 2050, selon l'Agence internationale de l'énergie) [9]. Sachant que la combustion de mille litres de gazole produit 2,7 tonnes de CO₂, on comprend qu'une telle mesure serait socialement inapplicable dans les faits : les employeurs ne pourraient s'y résigner que si elle était intégralement transférée sur les consommateurs finaux, tandis que la majorité de la population, excédée par l'austérité qui sévit depuis trente ans, s'opposera évidemment à une telle détérioration de ses conditions d'existence.

C'est pourquoi, en pratique, et en dépit de toutes les théories sophistiquées des ecological economics, les propositions politiques d'internalisation des coûts des pollutions sont à la fois insuffisantes écologiquement et insupportables socialement. À supposer que les obstacles théoriques et pratiques puissent être levés, l'efficacité de l'internalisation resterait d'ailleurs aléatoire, parce que le prix est un indicateur purement quantitatif, incapable de saisir les différences qualitatives entre les tonnes de CO₂ évitées par des moyens aussi différents que l'isolement d'une habitation, l'installation de panneaux photovoltaïques, une plantation d'arbres, ou la suppression d'un grand prix de Formule Un. Quantitativement, rien ne distingue en effet une tonne de CO₂ d'une autre. Or, les différences qualitatives sont décisives à l'élaboration de stratégies écologiques adéquates, dans lesquelles les moyens mis en œuvre sont cohérents avec la fin – le passage sans casse sociale à un système énergétique économe et décentralisé, basé uniquement sur les sources renouvelables.

Gestion rationnelle du métabolisme et lutte des classes

Le caractère écocidaire du capital s'est concrétisé dès les débuts de ce mode de production. Au XIX^e siècle, le fondateur de la chimie des sols, Liebig, tirait déjà la sonnette d'alarme : du fait de l'urbanisation capitaliste, les excréments humains ne retournaient plus au champ, et cette rupture du cycle des nutriments menaçait de causer un grave appauvrissement des sols. Au fait de ces travaux, Marx hissa la problématique sur le plan conceptuel en posant la nécessité générale d'une « régulation rationnelle des échanges de matières (ou métabolisme) entre l'humanité et la nature » [10]. Ensuite, armé de ce concept écologique avant la lettre, il revint à la question des sols pour mettre en avant une perspective programmatique radicale : l'abolition de la séparation entre la ville et la campagne, complément indispensable à ses yeux de la disparition progressive de la séparation entre travail manuel et intellectuel. Il convient d'y insister : l'expression « gestion rationnelle » ne doit pas prêter à confusion.

La nature, pour Marx, est « le corps inorganique de l'homme ». Le bon métabolisme de l'ensemble ne passe pas par une bureaucratie de technocrates verts mais par la suppression des classes sociales. En effet, la division de la société rend impossible toute maîtrise consciente et organisée des échanges de matières avec l'environnement. Non seulement parce que la course au profit pousse les patrons à piller les ressources naturelles, mais aussi parce que leur appropriation capitaliste fait que les ressources se dressent face aux exploités comme des forces hostiles dont ils et elles sont aliéné.e.s.

Ajoutons à cela que la concurrence entre salarié.e.s et la peur du chômage incitent chacun.e individuellement à souhaiter la bonne marche de « son » entreprise, et à collaborer ainsi involontairement au productivisme. Enfin, à partir d'un certain niveau de développement du capital, la consommation de marchandises procure aux travailleurs et aux travailleuses un certain nombre de compensations

misérables pour l'aliénation de la production. Tous ces mécanismes ne peuvent être rompus que par le développement toujours plus large de la solidarité de classe. C'est pourquoi, pour Marx, la gestion rationnelle du métabolisme humanité-nature ne peut être réalisée que par « les producteurs associés ». Et Marx de préciser que c'est en cela que réside « la seule liberté possible ».

Quoique Lénine y ait fait référence dans certaines prises de position politiques relatives à la question agraire [11], et que Boukharine en ait fait une présentation intelligente dans son précis sur le matérialisme historique [12], le concept marxien de régulation rationnelle des échanges de matière tomba ensuite dans l'oubli. Aucun penseur marxiste ne lui accorda l'importance qu'il mérite et, surtout, aucun d'entre eux ne vit l'intérêt de s'y référer lorsque la question écologique devint un problème de société, à partir des années 1960 du siècle passé.

Ce n'est pas le lieu ici de s'interroger sur les raisons de cette solution de continuité dans le marxisme révolutionnaire [13]. On se contentera de mettre le lecteur en garde contre des interprétations simplistes : le stalinisme n'est pas seul en cause, bien qu'il ait signifié, dans ce domaine aussi, une terrible régression théorique [14]. On mettra plutôt l'accent sur le fait que « l'écologie de Marx » mérite de prendre d'urgence une place centrale dans la pensée théorique et l'élaboration programmatique des marxistes.

La problématique du réchauffement illustre cette nécessité. En effet, la saturation de l'atmosphère en CO₂, due principalement à la combustion des combustibles fossiles – c'est-à-dire à un court-circuit dans le cycle long du carbone – constitue un cas flagrant de gestion irrationnelle des échanges de matière, et cette irrationalité met l'humanité face à un terrible dilemme :

- d'un côté, trois milliards de gens vivent dans des conditions indignes. Satisfaire leurs besoins légitimes n'est possible qu'en augmentant la production matérielle. Donc la transformation de ressources prélevées dans l'environnement. Donc la consommation d'une énergie qui, aujourd'hui, est à 80 % d'origine fossile, c'est-à-dire source de gaz à effet de serre ;
- de l'autre côté, le système climatique est au bord de l'infarctus. Éviter des catastrophes irréversibles (dont les victimes se compteront principalement parmi les trois milliards de gens qui aspirent à une existence digne) impose de réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre. Donc la consommation des énergies fossiles nécessaires aujourd'hui à la transformation des ressources prélevées dans l'environnement. Donc la production matérielle.

Dans le court délai de 40 ans qui nous est imparti, selon le GIEC, et à moins d'une révolution scientifique extraordinaire dans le domaine énergétique, ce système d'équation ne peut tout simplement pas trouver de solution capitaliste acceptable. En effet, un système basé sur la concurrence pour le profit est strictement incapable de satisfaire massivement les besoins humains non solvables tout en réduisant durablement la consommation d'énergie ainsi que la production matérielle. Atteindre ces objectifs séparément est déjà incompatible avec la logique du capital, que dire alors de les atteindre conjointement ? L'impossibilité de la chose apparaît clairement à l'examen des scénarios climatiques proposés par les gouvernements et les institutions internationales. Le scénario Blue map de l'Agence internationale de l'énergie, par exemple, vise à réduire les émissions globales de 50 % d'ici 2050 [15]. D'une part, cet objectif est plus que probablement insuffisant ; d'autre part, il ne serait atteint que moyennant le recours massif à l'énergie nucléaire, aux agrocarburants et au soi-disant « charbon propre » (CCS) (sans parler du gaz de schiste et des sables bitumineux). Blue Map impliquerait de construire chaque année, pendant plus de quarante ans, 32 centrales nucléaires de 1 000 MW ainsi que 45 nouvelles centrales au charbon de 500 MW équipées de CCS. Inutile de s'attarder : la terrible catastrophe de Fukushima, au Japon, suffit à montrer l'aberration de tels projets.

Le choix stratégique est dès lors le suivant :

- soit on sort du capitalisme en restreignant radicalement la sphère et le volume de la production capitaliste, et il est possible de limiter au maximum les dégâts du réchauffement tout en garantissant un développement humain de qualité, basé exclusivement sur les énergies renouvelables dans la perspective d'une société basée sur une autre économie du temps ;
- soit on reste dans la logique capitaliste d'accumulation, le dérèglement climatique restreint radicalement le droit à l'existence de centaines de millions d'êtres humains et les générations futures seront condamnées à essayer les plâtres de la fuite en avant dans des technologies dangereuses.

On choisira évidemment la première solution, mais il convient d'insister sur le fait que la stricte contrainte environnementale soumet la transition au socialisme à des conditions inédites. L'ampleur du défi ne saurait être surestimée. Dans l'Union européenne, par exemple, réduire les émissions de 60 % (or il faudrait les réduire de 95 % !) sans recourir à l'atome nécessiterait de supprimer 40 % environ de la demande énergétique finale [16]. Il n'est pas facile de mesurer l'implication en cascade sur la production matérielle et les transports, mais il semble évident que l'objectif ne sera pas atteint simplement en éliminant les productions inutiles et nuisibles (armement, publicité, yachts de luxe et avions privés, etc.) en luttant contre l'obsolescence planifiée des produits, ou en supprimant la consommation ostentatoire des couches les plus riches de la classe dominante... Des mesures plus radicales seront nécessaires, qui auront des effets sur l'ensemble de la population, au moins dans les pays capitalistes développés. En d'autres termes, la transition au socialisme doit se faire dans des conditions fort différentes de celles du XXe siècle.

Une indication est donnée par l'estimation de la part de l'agrobusiness dans le total des émissions de gaz à effet de serre. Selon la campagne « Ne mange pas le monde », en effet, de 44 à 57% des émissions de gaz à effet de serre sont dues au modèle actuel de production, de distribution et de consommation des produits agricoles et forestiers. Ce chiffre est obtenu en additionnant les émissions dues aux activités strictement agricoles (11 à 15%), à la déforestation (15 à 18%), à la manutention, au transport et au stockage des aliments (15 à 20%) et des résidus organiques (3 à 4%). [17]

La lutte pour la stabilisation du climat au meilleur niveau possible ne saurait par conséquent se limiter à l'expropriation des expropriateurs-pollueurs-gaspilleurs : le changement des rapports de propriété ne constitue que la condition nécessaire – mais non suffisante – d'un changement social extrêmement profond, impliquant la modification substantielle de modes sociaux de consommation et de mobilité. Ces modifications – se déplacer autrement, manger moins de viande et consommer des légumes de saison, par exemple – doivent être mises en perspective dès maintenant, car il y a urgence et qu'elles ont des implications immédiates. Elles peuvent l'être, car elles mettent en œuvre des mécanismes culturels et idéologiques qui ont une certaine autonomie par rapport à la base productive de la société. Quoiqu'elles ne portent en elles aucun changement structurel, il convient de les considérer comme partie intégrante de l'alternative anticapitaliste. Dans la mesure où elles débouchent sur des pratiques collectives, elles peuvent favoriser la prise de conscience et l'organisation.

Une période nouvelle

Le Programme de Transition rédigé par Léon Trotsky en 1938 commence par l'affirmation que « la prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme », et conclut que « les prémisses objectives [...] ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe ». Certes, le fondateur de l'Armée rouge réfère en premier lieu au contexte historique : la victoire du fascisme et du nazisme, l'écrasement de la révolution espagnole et la guerre mondiale imminente. Son jugement sur la putréfaction des conditions objectives semble pourtant avoir une portée historique plus vaste. Ce thème réapparaîtra d'ailleurs sous la plume d'Ernest Mandel : « En fait, (à partir d'un certain niveau) la croissance des forces productives et la croissance des relations marchandes-monétaires peut écartier la société de son objectif socialiste au lieu de l'en rapprocher. » [18].

Citation remarquable, dont les implications stratégiques mériteraient d'être explorées. Car telle est en fait la situation sans précédent à laquelle nous sommes confrontés : au niveau des pays développés, le capitalisme est allé trop loin dans la croissance des forces productives matérielles, de sorte qu'une alternative socialiste digne ne passe plus par une avancée, mais par une forme de recul. (Nous parlons bien des forces matérielles, le développement des connaissances et de la coopération entre producteurs n'est évidemment pas en cause.) C'est cette conjoncture historique nouvelle qui s'exprime dans l'impérieuse nécessité de produire et de transporter moins, afin de consommer radicalement moins d'énergie et de supprimer totalement les émissions de CO2 fossile d'ici la fin du siècle.

Le fait que le développement des forces productives matérielles ait commencé à nous éloigner objectivement d'une alternative socialiste constitue le fait majeur qui fonde et justifie le concept nouveau d'écosocialisme. Loin de n'être qu'une nouvelle étiquette sur la bouteille, ce concept introduit au moins cinq nouveautés, que j'ai esquissées dans mon livre L'impossible capitalisme vert, et que je rappellerai brièvement ici [19] :

1° La notion de « maîtrise humaine sur la nature » doit être abandonnée. La complexité, les inconnues et le caractère évolutif de la biosphère impliquent un degré d'incertitude irréductible. L'intrication du social et de l'environnemental doit être pensée comme un processus en mouvement constant, comme une production de nature.

2° La définition classique du socialisme doit être complétée. Le seul socialisme possible désormais est celui qui satisfait les besoins humains réels (débarrassés de l'aliénation marchande), démocratiquement déterminés par les intéressés eux-mêmes dans les limites des ressources et en s'interrogeant prudemment sur l'impact environnemental de ces besoins et de la manière dont ils sont satisfaits.

3° Il s'agit de dépasser la vision cloisonnée, utilitariste et linéaire de la nature comme la plateforme physique à partir de laquelle l'humanité opère, comme le magasin où elle puise les ressources nécessaires à la production de son existence sociale et comme la décharge où elle entrepose ses déchets. La nature est tout à la fois la plateforme, le magasin, la déchetterie et l'ensemble des processus vivants qui, grâce à l'apport d'énergie solaire, font circuler la matière entre ces pôles en la réorganisant constamment. Les déchets et leur mode de dépôt doivent donc être compatibles en qualité comme en quantité avec les capacités et les rythmes de recyclage par les écosystèmes. C'est-à-dire que le bon fonctionnement de l'ensemble dépend de la biodiversité, qui doit être protégée.

4° Les sources énergétiques et les méthodes de conversion employées ne sont pas neutres socialement. Le socialisme, par conséquent, ne peut pas se définir à la mode de Lénine comme « les soviets plus l'électricité ». Le système énergétique capitaliste est centralisé, anarchique, gaspilleur, inefficace, intensif en travail mort, basé sur des sources non renouvelables et orienté vers l'accumulation. Une transformation socialiste digne de ce nom nécessite son remplacement progressif par un système décentralisé, planifié, économe, efficace, intensif en travail vivant, basé exclusivement sur les sources renouvelables et orienté vers la production de valeurs d'usage durables, recyclables et réutilisables. Ceci ne concerne pas seulement la production d'énergie au sens étroit mais l'ensemble de l'appareil industriel, l'agriculture, les transports, les loisirs et l'aménagement des territoires. Cette transformation extrêmement profonde ne peut s'achever qu'au niveau mondial.

5° Le dépassement du seuil à partir duquel la croissance des forces productives matérielles complique le passage au socialisme implique une attitude critique face à la hausse de la productivité du travail. Dans un certain nombre de domaines, la mise en œuvre d'une alternative anticapitaliste respectueuse des équilibres écologiques nécessite le remplacement du travail mort par du travail vivant. C'est manifestement le cas dans l'agriculture, où le système de l'agrobusiness ultra-mécanisé, gros consommateur d'intrants et d'énergie fossile, devra céder la place à un autre mode d'exploitation, plus intensif en travail humain. La même chose vaut pour le secteur de l'énergie, car la production décentralisée basée sur les renouvelables nécessitera beaucoup de travail, de maintenance notamment. D'une manière générale, la quantité de travail vivant doit augmenter radicalement dans tous les domaines liés directement à l'environnement. Un parallèle peut être fait avec les soins aux personnes, l'enseignement, et d'autres secteurs dans lesquels la gauche considère comme allant de soi de développer l'emploi public : l'intelligence et l'émotion humaines, combinées à une culture du « prendre soin », sont en effet nécessaires dans les matières qui relèvent directement de l'interaction avec la biosphère.

Des esprits dogmatiques craindront que ces réflexions ouvrent la porte à une révision du marxisme révolutionnaire, sous la forme de concessions à l'offensive d'austérité contre la classe ouvrière des pays développés. Il n'en est rien. Il n'est pas question de céder la moindre parcelle de terrain aux discours culpabilisants qui utilisent la crise écologique pour tenter de désarmer le monde du travail et ses représentants. Une ligne de démarcation entre l'écocapitalisme, d'une part, l'écologie politique et la décroissance, d'autre part, est l'attitude face à la lutte des classes. Nous restons fermement convaincus que les exploités apprennent par l'expérience des luttes collectives, qui commencent par la défense des salaires, de l'emploi et des conditions de travail. Toute lutte des travailleuses et des travailleurs, même la plus immédiate, doit être soutenue et considérée comme une chance d'augmenter le niveau de conscience pour l'orienter vers une perspective socialiste. Dans ce cadre stratégique, le constat que la transition socialiste doit s'opérer dorénavant sous contrainte environnementale n'affaiblit pas les convictions anticapitalistes : il les renforce au contraire.

Cependant, seule la vérité est révolutionnaire. On ne peut dissimuler le fait que la transformation socialiste impliquera fort probablement de renoncer à certains biens, services et habitudes qui imprègnent

profondément la vie quotidienne de larges couches de la population, au moins dans les pays capitalistes développés. Il s'agit donc de mettre en avant des objectifs capables de compenser cette perte par un progrès substantiel dans la qualité de vie. Deux pistes nous semblent devoir être privilégiées : 1° la gratuité des biens de base (eau, énergie mobilité) jusqu'à un volume social moyen (ce qui implique l'extension du secteur public) ; 2° la réduction radicale (50 %) du temps de travail, sans perte de salaire, avec embauche proportionnelle et avec diminution des cadences.

« Toute économie se résume en dernière instance à une économie du temps », disait Marx. Affirmer la nécessité de produire et de consommer moins, c'est revendiquer le temps de vivre, et de vivre mieux. C'est ouvrir un débat fondamental sur la maîtrise du temps social, sur ce qui est nécessaire à qui, pourquoi et en quelles quantités. C'est réveiller le désir collectif d'un monde sans guerres, où l'on travaille moins et autrement, où l'on pollue moins, où on développe les relations sociales, où on améliore substantiellement le bien-être, la santé publique, l'éducation et la participation démocratique. Un monde où les producteurs associés réapprennent à « dialoguer » collectivement avec la nature. Ce monde-là ne sera pas moins riche que le monde actuel – comme dit la droite, ni « aussi riche pour la grande majorité de la population » – comme dit une certaine gauche. Il sera infiniment moins futile, moins stressé, moins pressé – en un mot : plus riche.

[1] Jared Diamond, *Collapse. How Societies Choose to Fail or Survive*, London, Penguin Books, 2005. Des critiques de la thèse de Diamond sont proposées notamment par Benny Peiser, « From ecocide to genocide : the rape of Rapa Nui », *Energy and Environment*, vol. 16, n° 3-4, 2005 ; par Terry L. Hunt, « Rethinking Easter Island's ecological catastrophe », *Journal of Archaeological Science*, 2007, n° 34, p. 485-502 ; et par Daniel Tanuro, « Catastrophes écologiques d'hier et d'aujourd'hui : la fausse métaphore de l'île de Pâques », *Critique Communiste*, n° 185, décembre 2007.

[2] Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1942.

[3] L. Possoz et H. Jeanmart, Comments on the electricity demand scenario in two studies from the DLR : MED-CSP & TRANS-CSP, ORMEE & MITEC engineering consultancy, Belgium, <http://www.dlr.de/tt/Portaldata/41/...>

[4] Karl Marx, *Le Capital*, Paris, Éditions sociales, Livre premier, Tome II, 1973 [1867], p. 181-182. Souligné par Marx.

[5] Tim Jackson, *Prospérité sans croissance*, Bruxelles, Etopia, 2010.

[6] Daniel Tanuro : « Prospérité sans croissance » : un ouvrage sous tension

[7] Il en est ainsi notamment de la proposition d'indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB. Que le PIB ne mesure pas la qualité de l'environnement est une évidence, ce n'est pas son but, ni celui du capitalisme. Le PIB mesure l'accumulation du capital... Il est donc parfaitement adapté au capitalisme. Faire croire qu'il suffirait de changer d'instrument de mesure pour que le système change de logique relève soit de la naïveté, soit de l'escroquerie intellectuelle.

[8] GIEC, Contribution du Groupe de travail III au rapport 2007, page 776.

[9] AIE, Perspectives des technologies de l'énergie. Au service du plan d'action du G8. Scénarios et stratégies à l'horizon 2050, 2008.

[10] Karl Marx, *Le Capital*, Moscou, Éditions du Progrès, 1984 [1867], p. 855.

[11] Vladimir I. Lénine, *La question agraire et les critiques de Marx*, Moscou, Éditions du Progrès, 1973, chapitre IV.

[12] Nicholas Boukharine, *La théorie du matérialisme historique. Manuel de sociologie marxiste*, Paris, Anthropos, 1967.

[13] Daniel Tanuro, « Marxism, energy, and ecology : The moment of truth », *Capitalism Nature Socialism*, décembre 2010, p. 89-101.

[14] Daniel Tanuro, *Écologie : le lourd héritage de Léon Trotsky*.

[15] AIE, op. cit.

[16] Wolfram Krevitt, Uwe Klann, Stefan Kronshage, *Energy Revolution. A Sustainable Pathway to a Clean Energy Future for Europe*, Stuttgart, Institute of Technical Thermodynamics & Greenpeace, septembre 2005.

[17] Rapporté par Esther Vivas, « Ne mange pas le monde » : Une autre agriculture pour un autre climat, traduction française d'un article dans le quotidien catalan *Publico*.

[18] Ernest Mandel, *Ten Theses on the Social and Economic Laws Governing the Society Transitional Between Capitalism and Socialism*.

[19] Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, 2010.

A paraître dans les Nouveaux Cahiers du Socialisme, septembre 2011.

Mobilisation pour le climat et stratégie anticapitaliste

Du 22 au 28 février 2010, la IVe Internationale - dont notre organisation, la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) est la section belge - a tenu son XVIe Congrès Mondial à Nieuport. L'un des points centraux à l'ordre du jour concernait la discussion autour d'une résolution sur le « basculement climatique et nos tâches », qui fut finalement approuvée à l'unanimité, moins trois abstentions.

L'adoption de ce document représente un pas important qui exprime le fait que les marxistes-révolutionnaires prennent – enfin - toute la mesure de la «question écologique» en termes programmatiques et de ligne d'intervention, et qu'ils apportent leur contribution théorique et pratique à la lutte pour une issue anticapitaliste à la crise climatique.

Afin de rendre accessible à tous le fruit de ces réflexions et propositions, nous publions dans cette brochure les textes élaborés sur ce thème pour le Congrès mondial de notre Internationale. En guise d'introduction, nous publions tout d'abord le rapport oral présenté le 25 février par notre camarade Daniel Tanuro; ensuite la résolution politique telle qu'elle a été adoptée par les délégués de la IVe Internationale, et qui inspire désormais l'orientation de toutes ses sections à travers le monde. En annexe, nous reproduisons également les « Thèses sur l'écologisation du marxisme-révolutionnaire» qui ont été approuvées lors du XVe Congrès national de la LCR en 2006.

Trois milliards d'êtres humains manquent de l'essentiel. La satisfaction de leurs besoins nécessite une production accrue de biens matériels. Donc une consommation accrue d'énergie. Celle-ci, aujourd'hui, est à 80% d'origine fossile, et par conséquent source de gaz à effet de serre qui déséquilibrent le système climatique.

Or, nous ne pouvons plus nous permettre de déséquilibrer le climat. Nous ne sommes probablement plus très loin d'un « point de basculement » (tipping point) au-delà duquel des phénomènes incontrôlables et irréversibles à l'échelle humaine des temps risquent de s'engrener qui pourraient conduire à ce que l'humanité n'a jamais connu et que la planète n'a plus connu depuis 65 millions d'années : un monde sans glace. Un monde dans lequel le niveau des mers monterait de 80 mètres environ par rapport au présent.

La disparition totale des glaces n'est certes pas pour demain : le processus pourrait prendre jusqu'à mille ans. Mais l'engrenage pourrait se mettre en route dans vingt, trente ou quarante ans et entraîner une hausse du niveau des mers de plusieurs mètres avant la fin du siècle. Pour l'empêcher, il s'agit de réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre, donc de se passer complètement de combustibles fossiles en deux ou trois générations.

Se passer de charbon, de pétrole, de gaz naturel ? C'est possible : le potentiel technique des énergies renouvelables est suffisant pour prendre le relais. Mais en pratique, dans le laps de temps très court dont nous disposons, la transition énergétique n'est envisageable que si elle va de pair avec une importante réduction de la consommation d'énergie. Une réduction tellement importante qu'elle ne peut être acquise seulement par la hausse de l'efficacité énergétique : une réduction de la production matérielle et du transport de matières est nécessaire.

Ceci suffit à comprendre et à faire comprendre que l'humanité est confrontée à un défi gigantesque. Un défi d'une nature totalement nouvelle, et qui dominera le 21e siècle. Un défi qui contribue à déterminer les conditions d'intervention des marxistes révolutionnaires et du mouvement ouvrier en général.

Ce double défi, le capitalisme ne peut pas le relever. Ni sur le plan social, ni sur le plan environnemental. Plus exactement : il ne peut pas le relever d'une manière qui soit acceptable pour l'humanité (je reviendrai plus loin sur ce que cela implique). La raison de cette incapacité est la même sur les deux plans : le capitalisme n'a pas pour but la production de valeurs d'usage pour la satisfaction de besoins humains finis, mais la production potentiellement infinie de valeur par des capitaux nombreux et concurrents, établis autour d'Etats rivaux.

Un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes, disait Schumpeter. La dématérialisation relative de la production est certes une réalité, mais elle est plus que compensée par

l'augmentation de la masse de marchandises produites.

Cette dynamique d'accumulation constitue la raison fondamentale pour laquelle le « capitalisme vert » est une illusion, au même titre que le « capitalisme social ». Il y a des capitaux verts, sans aucun doute, il y en a même de plus en plus, et ils génèrent de belles plus values. Mais ils ne remplacent pas les capitaux sales : ils s'ajoutent à ceux-ci, et les seconds, parce qu'ils dominent, déterminent les rythmes, les choix technologiques et les modalités d'introduction des premiers. Le passé récent ne laisse aucun doute à ce sujet. Voyez Barack Obama : lors de la campagne présidentielle, il avait promis de faire payer les pollueurs pour soutenir massivement les énergies vertes (150 milliards de dollars en 10 ans) et aider les plus défavorisés à supporter le renchérissement de l'énergie. Cette politique était censée créer cinq millions d'emplois. Mais la crise des subprimes est passée par là et, de toutes ces intentions, il ne reste rien. Aux USA comme dans l'UE, les pollueurs recevront les droits de polluer gratuitement, les vendront avec profit et les factureront aux consommateurs.

La politique climatique capitaliste renforce les capitalistes qui détruisent le climat. Ainsi s'exprime la force des lobbies patronaux de l'énergie fossile et des secteurs qui y sont liés, tels que l'automobile, la construction navale, l'aéronautique, la pétrochimie et d'autres. Ceci confirme l'analyse marxiste selon laquelle les monopoles ont la capacité de freiner la péréquation des taux de profit. Dans le cas des combustibles fossiles, cette capacité est d'autant plus forte qu'elle s'ancre dans la propriété des gisements, des mines etc., donc dans la rente foncière.

Le résultat s'étale sous nos yeux : dans tous les pays, les plans climat ne représentent même pas la moitié de ce qui serait nécessaire en termes de réduction des émissions de GES. De plus, ces plans creusent les inégalités sociales et s'accompagnent d'une fuite en avant dans des technologies dangereuses : l'énergie nucléaire, la production massive d'agrocarburants et la capture séquestration géologique du CO₂ (censée rendre le charbon « propre »). C'est dans ce cadre général qu'il faut voir la pantalonnade de Copenhague : la conférence ultra-médiatisée qui devait accoucher d'un nouveau traité international contraignant et ambitieux pour prendre le relais du Protocole de Kyoto s'est terminée en déroute : sans objectifs chiffrés, sans échéances, sans même une année de référence pour mesurer les réductions d'émissions. D'ailleurs, Copenhague pourrait bien marquer un tournant vers une politique encore plus dangereuse que celle du Protocole. Par l'accord qu'ils ont conclu, en effet, les 25 grands pollueurs se sont largement soustraits à la pression scientifique du GIEC et au principe des responsabilités communes mais différenciées. C'est un accord de maquignons entre l'impérialisme et les nouvelles puissances capitalistes montantes, qui se sont partagé l'atmosphère sur le dos des peuples, des travailleurs et des pauvres du monde entier.

Il est fort à craindre que la Conférence de Cancun en décembre confirme ce tournant. Dans ce cas, sur base des actuels plans climat nationaux, on peut projeter une hausse de la température moyenne de surface comprise entre 3,2 et 4,9°C en 2100 (par rapport au 18e siècle).

Il faut se méfier d'un catastrophisme aux accents eschatologiques. Certains discours apocalyptiques, en effet, n'invoquent l'urgence que pour plaider les sacrifices et escamoter la responsabilité capitaliste. Mais il ne fait aucun doute qu'une hausse de température de 4°C entraînerait de véritables catastrophes sociales et écologiques.

Il s'agit ici de prendre l'exacte mesure de la menace. Ce n'est pas l'avenir de la planète qui est en jeu, ni la vie sur Terre, ni même la survie de l'espèce humaine. A part la chute d'un astéroïde, un accident nucléaire de grande ampleur est probablement la seule chose qui puisse menacer la survie de notre espèce. Le changement climatique, en tout cas, ne la menace pas. Mais il menace d'aggraver sérieusement les conditions d'existence des 3 milliards d'hommes et de femmes qui manquent déjà de l'essentiel. Et il menace la survie physique de quelques centaines de millions d'entre eux, celles et ceux qui sont le moins responsables du réchauffement.

Mike Davis, dans « Génocides tropicaux », a décrit en détail les horribles famines qui firent des dizaines de millions de victimes à la fin du 19e siècle. Ces famines étaient le résultat combiné d'un épisode El Nino exceptionnel et de la formation du marché mondial des produits agricoles. C'est à la répétition de tragédies de ce genre que nous devons nous attendre. A ceci près que le drame, cette fois, sera dû entièrement à la soif de profit du grand capital, en particulier des secteurs monopolistes basés sur les combustibles fossiles. Ceci nous permet de préciser en quoi consiste l'incapacité du capitalisme de faire face au défi. « Il n'y a pas de situation sans issue pour le capitalisme », disait Lénine. En effet. Mais l'issue, cette fois, risque d'être particulièrement barbare.

Il est évident que la crise écologique et la crise sociale sont une seule et même crise : la crise du système capitaliste. L'expression « crise écologique » est trompeuse : ce n'est pas la nature qui est en crise, mais le rapport entre la société et la nature. Ce n'est pas le climat qui est en crise, et sa perturbation n'est pas due à « l'activité humaine » en général : elle est due à un certain mode de cette activité, historiquement déterminé, basé sur les combustibles fossiles. La crise écologique, en d'autres termes, n'est rien d'autre qu'une manifestation de la profonde crise systémique du capitalisme.

Il est absolument évident que satisfaire le droit au développement et les besoins sociaux en général tout en réalisant les gigantesques réductions d'émission qui sont nécessaires dans les quarante ans n'est envisageable que si l'on adopte une perspective anticapitaliste radicale. Esther Vivas reviendra sur nos tâches politiques dans la seconde partie de ce rapport. Je me contenterai ici de citer les principales mesures qui s'imposent : supprimer les productions inutiles ou nuisibles ; planifier la transition vers un autre système énergétique ; implanter les sources renouvelables et développer l'efficacité énergétique indépendamment des coûts (en fonction de la rationalité thermodynamique, pas du profit) ; transférer massivement et gratuitement les technologies propres aux peuples du Sud, via le secteur public des pays concernés ; mettre sur pied un fonds mondial pour l'adaptation aux effets du réchauffement dans les pays pauvres ; soutenir l'agriculture paysanne contre l'agrobusiness ; relocaliser une partie substantielle de la production, notamment agricole ; redistribuer les richesses en ponctionnant les revenus du capital ; réduire radicalement le temps de travail et les cadences, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire ; exproprier les secteurs de l'énergie et du crédit....

On nous dit « c'est plus facile à dire qu'à faire. » Sans aucun doute, mais la première chose à faire... c'est de le dire. Et c'est ce que nous devons faire en premier lieu, en tant qu'Internationale : le dire. Cela ne nous isolera pas, au contraire. La lutte contre le changement climatique donne une crédibilité tout à fait considérable à l'alternative anticapitaliste. L'ampleur même du problème, sa globalité, son urgence, l'injustice monstrueuse des conséquences prévisibles : tout cela permet d'introduire par en-haut et en termes très simples la nécessité d'une rupture radicale avec la production généralisée de marchandises.

Vu l'énormité des enjeux, c'est beaucoup plus qu'un choix politique qui est posé : un choix de civilisation. A travers le danger climatique, le capitalisme nous offre une possibilité de réhabiliter le communisme pour ce qu'il est vraiment : un projet de civilisation digne de ce nom. Le projet d'une communauté humaine autogérant les ressources naturelles communes de façon rationnelle et prudente, pour permettre à toutes et tous de vivre bien - « bien vivre ». Face aux projets vaguement antilibéraux, la lutte contre les changements climatiques conforte notre choix d'une ligne clairement anticapitaliste, ainsi que notre refus de toute participation à des gouvernements de gestion du capitalisme.

Stratégiquement, la lutte pour le climat ne se distingue pas pour nous de la lutte générale des exploités et des opprimés. Elle ne peut être menée à bien que par ceux-ci : la classe ouvrière, les jeunes, les femmes, les pauvres, les petits paysans, les peuples indigènes. La classe ouvrière est appelée à y jouer un rôle majeur, car elle seule peut jeter les bases d'un autre mode de production dans lequel elle décidera ce qui est produit, comment, pourquoi, pour qui et en quelle quantité.

En même temps, c'est peu dire que le combat environnemental en général, climatique en particulier, est difficile à introduire dans le mouvement ouvrier. Cette difficulté résulte de la situation des travailleurs en tant que classe la plus exploitée, coupée de ses moyens de production, coupée en particulier de la nature comme moyen de production, et qui voit ces moyens de production appropriés par le capital se dresser face à elle comme des forces hostiles.

La conclusion qui en découle est que la possibilité d'écologiser la lutte de classe est fonction de la lutte de classe elle-même. Plus les travailleurs seront battus, atomisés, démoralisés, plus ils verront la défense du climat comme une menace, et plus la classe capitaliste sera en mesure d'utiliser effectivement la protection du climat comme un prétexte pour les attaquer davantage. Dans un tel contexte, la conscience écologique ne peut progresser que sous la forme aliénée du déchirement intime entre le consommateur convaincu de sa nécessaire sobriété et le producteur angoissé par la perte de son emploi.

A l'inverse, plus les travailleurs auront de succès dans leurs combats, plus ils gagneront de confiance en leur force, plus ils seront capables de prendre en charge la question écologique en y apportant collectivement, en tant que producteurs et que consommateurs de leur propre production, les solutions anticapitalistes indispensables.

Un meilleur rapport de forces des exploités et des opprimés est la condition nécessaire d'une solution anticapitaliste à la crise climatique, donc d'une solution tout court. Mais cette condition nécessaire n'est nullement suffisante, et ne permet pas de renvoyer à plus tard le combat pour l'environnement. En effet, outre son urgence, la question écologique possède un certain nombre de spécificités telles que la formation d'une conscience de classe anticapitaliste se heurte ici à des obstacles encore plus grands que dans d'autres domaines.

Il en découle trois conclusions :

- Premièrement, l'importance de la construction d'un outil politique, un parti politique anticapitaliste capable de proposer des analyses de la double crise sociale et écologique. Rarement la nécessité d'un parti et d'une Internationale révolutionnaire comme intellectuel collectif aura été aussi flagrante ;
- Deuxièmement, l'importance d'un programme de revendications permettant de lier concrètement les dimensions sociales et écologiques de la crise capitaliste. Le point clé ici est que la crise climatique, en donnant une actualité nouvelle à l'idée d'une alternative globale de société, réhabilite du même coup la notion du programme de transition capable de jeter un pont entre la situation actuelle et cette alternative globale ;
- Troisièmement, l'importance des dialectiques sociales pour aider l'avant-garde ouvrière à jouer son rôle. Ce n'est pas par hasard que les paysans, les peuples indigènes et la jeunesse sont aux premières lignes dans la mobilisation sociale pour le climat. Les jeunes luttent pour leur avenir, contre une société monstrueuse dont les responsables savent ce qui est en cours mais laissent faire. Quant aux paysans et aux peuples indigènes, à la différence des travailleurs, ils ne sont pas coupés de leurs moyens de production, en particulier de la terre. Face à un système capitaliste qui les a condamnés à mort, ils ont compris que la lutte climatique fait partie de leur lutte d'ensemble et confère à celle-ci un formidable surcroît de légitimité. « Les paysans et les paysannes peuvent refroidir la planète que l'agrobusiness réchauffe » disait un communiqué de Via Campesina un peu avant Copenhague. Les travailleurs aussi peuvent refroidir la planète. En produisant pour les besoins, pas pour le profit, en réduisant radicalement le temps de travail, etc. La convergence des mouvements sociaux peut les aider à prendre conscience de la force énorme qu'ils représentent. De là notamment l'importance de la conférence de Cochabamba convoquée par Evo Morales.

En adoptant ce projet de résolution, la Quatrième Internationale se dira écosocialiste.

Certains refusent cette étiquette en disant : « à quoi bon, le socialisme suffit ». Parmi les adversaires de l'écosocialisme, il y a ceux pour qui rien n'a changé, qui refusent que le pur schéma de la Révolution d'Octobre soit pollué par la question écologique. Ils ne sont pas, que je sache, présents dans nos rangs. Par ailleurs, il y a des camarades qui, tout en admettant la nouveauté radicale de la combinaison du social et de l'écologique, considèrent l'écosocialisme comme une concession inutile à l'écologie politique. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

On peut discuter longuement l'existence ou non d'une écologie de Marx. Personnellement, je crois Marx beaucoup plus écolo que nous ne l'avons dit. Mais l'essentiel n'est pas là.

L'essentiel est que tous les courants marxistes ont raté la question écologique, que certains continuent à la rater et que tous gardent des difficultés à y répondre de façon convaincante.

Se dire écosocialistes, c'est d'abord une manière de dire « nous avons compris » ou, à tout le moins, « nous savons que nous devons comprendre quelque chose que nous n'avons pas compris ». C'est une nouvelle étiquette sur la bouteille, un peu comme la nouvelle chemise que Lénine recommandait d'enfiler. Une nouvelle étiquette peut être utile.

Mais l'écosocialisme est plus beaucoup qu'une étiquette. Quoique le concept soit encore en chantier, on peut indiquer une série de points sur lesquels il se différencie substantiellement du socialisme tel que des générations de militants l'ont conçu, et tel que notre courant l'a conçu.

Le point de départ est que stabiliser le climat implique un autre système énergétique. Pas seulement

d'autres technologies pour produire du courant, de la chaleur ou du mouvement, mais aussi une autre agriculture, une autre rationalité et une autre organisation spatiale. La construction de ce système nouveau sera forcément une tâche de longue haleine, nécessitant la destruction de l'appareil productif capitaliste. La prise du pouvoir politique n'est que le point de départ de ce bouleversement.

Le nouveau système énergétique à construire implique nécessairement la décentralisation de la production de courant - condition nécessaire notamment à l'utilisation rationnelle de la chaleur - et la relocalisation d'une part la production. Décentralisation et relocalisation sont parfaitement compatibles avec le projet d'un socialisme mondial, et indispensables à son autogestion démocratique. Cependant, il est peu contestable que ces deux préoccupations ne surgissent pas spontanément de notre tradition programmatique, qui insiste plutôt sur la planification mondiale de la production et des échanges.

Une autre problématique nouvelle concerne l'importance du travail vivant. Notre programme fait une large place à la nécessité d'investir du travail vivant dans les services tels que les soins aux personnes, l'enseignement, la santé, etc. Cette problématique ne nous est donc pas étrangère. Mais, pour tous les autres secteurs, nous nous en remettons à l'idée que les machines et les robots permettront de libérer au maximum les producteurs de la charge du travail physique. Cette idée doit être remise en cause, car les soins aux écosystèmes nécessitent une intelligence et une sensibilité qui ne peuvent être apportés que par le travail humain. C'est particulièrement évident dans le cas de l'agriculture : pour « refroidir la Terre », comme dit Via Campesina, il faut remplacer l'agrobusiness par une agriculture organique paysanne ou coopérative. Cela passe forcément par un plus grand investissement en travail humain (ce qui ne signifie ni le retour à la houe ni la fin du progrès, mais une autre forme de progrès).

Enfin, la conception même de la nature mérite d'être réexaminée. Dans le contexte de la crise écologique capitaliste, en effet, le marxisme ne peut plus se contenter de voir la nature du seul point de vue de la production, c'est-à-dire comme un stock de ressources, une plateforme de travail et une décharge pour les déchets. Nous devons apprendre à voir la nature aussi du point de vue de la nature elle-même, du point de vue des grands échanges de matière et des conditions de fonctionnement des écosystèmes, qui déterminent en dernière instance les conditions de vie de l'humanité. Il y a de précieuses indications à ce sujet chez Marx, il s'agit de s'en saisir et de les développer.

Sur tous ces points, la résolution ne fait qu'ouvrir un chantier théorique sur lequel l'Internationale devra revenir. Mais il est important de faire signe dès maintenant, de montrer que nous sommes en mouvement. A Copenhague, en décembre, une brèche s'est ouverte. Pour la première fois, une mobilisation de masse sur les questions environnementales globales a pris le caractère d'une lutte sociale contre le système en place : « Change the system, not the climate », « Planet not profit ». Ce mouvement internationaliste va s'amplifier. Il nous offre des potentialités considérables. Une tendance anticapitaliste ne nous a pas attendus pour s'y développer. Nous devons la renforcer.

25/2/2010

Rapport oral présenté au 16e congrès de la Quatrième Internationale sur le projet de résolution «Le basculement climatique capitaliste et nos tâches».

Le basculement climatique et nos tâches

1. Le basculement climatique en cours n'est pas le produit de l'activité humaine en général mais du paradigme productiviste développé par le capitalisme et imité par d'autres systèmes qui se prétendaient alternatifs à celui-ci. Face au danger d'une catastrophe sociale et écologique sans précédent et irréversible à l'échelle humaine des temps, le système, incapable de remettre en cause sa logique fondamentale d'accumulation, s'engage dans une fuite en avant technologique dangereuse et sans issue.

Le basculement climatique en cours n'est pas le produit de l'activité humaine en général mais principalement du fait que le système capitaliste, guidé par le profit et le surprofit à court terme, a bâti et continue de bâtir son développement non seulement sur l'exploitation de la force de travail mais aussi sur le pillage des ressources naturelles, notamment les réserves finies et non renouvelables de combustibles fossiles à bas prix.

(i) Dans les dernières décennies du 19e siècle et au début du 20e siècle, des propositions cohérentes de systèmes énergétiques alternatifs basés sur l'utilisation de l'énergie solaire ont été écartées par les lois de la rentabilité capitaliste ou torpillées sous la pression des groupes charbonniers.

(ii) Après 1945, pour pérenniser leurs surprofits, les monopoles du pétrole et des secteurs dépendants du pétrole ont étouffé de nombreuses alternatives techniques et imposé des modes de transport, de consommation et d'aménagement du territoire dictés par la seule volonté de vendre une quantité toujours croissante de marchandises, notamment d'automobiles et d'autres biens de consommation individuelle de masse.

(iii) Au cours des 40 ans écoulés, en dépit d'un faisceau d'évidences de plus en plus convaincantes, les avertissements des scientifiques ont été ignorés par les gouvernements et les médias bourgeois. Ceux-ci ont au contraire relayé les campagnes de désinformation des lobbies capitalistes alors que, dans le même temps, la mondialisation néolibérale de la production et des échanges faisait exploser les émissions de gaz à effet de serre.

(IV) En ce début du 21e siècle, les causes du réchauffement sont parfaitement documentées, le danger est connu et reconnu par tous les gouvernements, les solutions techniques existent, et la gravité de la situation augmente à chaque nouveau rapport des experts. Faute de politique volontariste, ceux-ci projettent que la hausse de la température moyenne pourrait dépasser 6°C d'ici 2100, par rapport au 18e siècle. Or, pour une hausse de +3,25°C (par rapport à la période pré-industrielle), située à peu près au milieu des projections du GIEC, les inondations côtières, selon certaines estimations, feraient entre 100 et 150 millions de victimes d'ici 2050, les famines jusqu'à 600 millions et la malaria 300 millions, tandis que la pénurie d'eau pourrait frapper jusqu'à 3,5 milliards de personnes supplémentaires. Mais le capitalisme continue malgré tout à utiliser principalement les combustibles fossiles, y compris les sources non conventionnelles (huiles lourdes, sables et schistes bitumineux) ainsi que les énormes réserves de charbon à bas prix.

La logique d'accumulation constituant son fondement, le système s'est lancé dans des fuites en avant productivistes qui impliquent des technologies dangereuses : développement du nucléaire, manipulations génétiques visant à accroître la production néfaste d'agrocarburants, « charbon propre » avec capture-séquestration de Gigatonnes de CO₂ dans les couches géologiques profondes. Pour le capital, les sources d'énergie renouvelables ne sont qu'un nouveau champ pour l'accumulation de valeur, ce qui explique que leur mise en œuvre peut prendre des formes particulièrement destructrices et vient en complément de l'approvisionnement par les fossiles, pas en remplacement de ceux-ci.

La seule limite du capital, c'est le capital lui-même (Marx). La folle course de ce système qui accumule richesse et surconsommation à un pôle, pauvreté et pénurie à l'autre, menace de précipiter une catastrophe humaine et écologique irréversible à l'échelle historique des temps, avec des dégâts irréparables infligés aux écosystèmes, notamment à la biodiversité. Alors que le seuil de dangerosité, bien inférieur à +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, est déjà franchi en de nombreuses régions (Etats

insulaire, pays andins, régions arctiques, zones semi-arides...) les plans adoptés ou en débat au niveau des puissances impérialistes annoncent un réchauffement entre +3,2 et +4,9°C, correspondant à une hausse du niveau des mers comprise entre 60 cm et 2,9 mètres à l'équilibre (sans compter la dislocation des calottes glaciaires). Non seulement les Objectifs de Développement du Millénaire, qui sont insuffisants, ne seront pas réalisés, mais en plus des centaines de millions d'êtres humains sont exposés à une sérieuse dégradation de leurs conditions de vie. Les plus pauvres d'entre eux sont même menacés dans leur existence même, du fait notamment des risques d'inondation côtière, de la tension sur les ressources en eau douce et de la baisse de la productivité agricole attendue dans les régions tropicales.

2. La stabilisation du climat ne se produira pas spontanément du fait de l'épuisement des ressources fossiles. Celle-ci sont amplement suffisantes pour provoquer le basculement climatique. La stabilisation du climat au niveau le moins dangereux possible nécessite une diminution drastique de la consommation d'énergie, donc de la production matérielle. En même temps, de l'énergie et d'autres ressources sont nécessaires pour assurer le droit au développement de trois milliards d'hommes et de femmes qui vivent dans des conditions indignes de leur humanité et qui sont les premières victimes du réchauffement. Le système capitaliste est incapable de relever ces deux défis séparément. Les relever simultanément équivaut pour lui à la quadrature du cercle. Des mesures anticapitalistes radicales sont indispensables pour mettre en œuvre, indépendamment des coûts, un plan de transition mondial vers un système énergétique économe et efficace, basé exclusivement sur les sources renouvelables, capable de satisfaire les besoins fondamentaux de l'humanité.

Selon le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), la stabilisation du climat au niveau le moins dangereux possible nécessite que les émissions mondiales de gaz à effet de serre culminent avant 2015 et diminuent de 50 à 85% d'ici 2050, par rapport à 2000. Au nom du principe de précaution, il s'impose d'adopter au minimum les plus drastiques de ces objectifs. En effet, les modèles climatiques n'intègrent pas, ou très imparfaitement, les phénomènes dits « non linéaires », notamment la dislocation des calottes glaciaires de l'Arctique et de l'Antarctique et la libération du méthane des sols gelés en permanence (pergélisol). Or, ces phénomènes, déjà perceptibles, sont susceptibles d'accélérer très fortement le basculement climatique et d'en accroître considérablement les effets négatifs dans les décennies qui viennent.

A ces contraintes physiques s'ajoutent d'autres contraintes sociales, politiques et techniques :

(i) Pour tenir compte des responsabilités historiques différenciées des pays impérialistes et des pays dominés, le GIEC estime que les premiers doivent réduire leurs émissions de 25 à 40% d'ici 2020 et de 80 à 95% d'ici 2050, par rapport à 1990, tandis que la courbe des émissions des seconds doit baisser de 15 à 30% par rapport aux projections, dans toutes les régions en 2050 et dans la plupart des régions (sauf l'Afrique) dès 2020. Ici aussi, les objectifs les plus drastiques doivent être adoptés comme un minimum, pour les raisons indiquées plus haut.

(ii) Vu leur responsabilité déterminante dans le réchauffement, la part de ces objectifs qui concerne les nations développées doit être réalisée par celles-ci à l'aide de mesures domestiques, c'est-à-dire par des réductions de leurs propres émissions. Ces réductions ne peuvent être remplacées ni par des achats de droits de polluer provenant d'investissements soi-disant « propres » dans les pays en développement ou en transition, ni par la plantation d'arbres - qui n'offre pas de solution structurelle, ni par la protection des sols ou des forêts existantes - la sauvegarde des sols et des forêts, nécessaire en soi, ne doit pas permettre aux pollueurs de continuer à polluer. Ces prétendus mécanismes de compensation et le marché des droits d'émission prévus par le Protocole de Kyoto se sont révélés parfaitement inefficaces sur le plan environnemental, même pour atteindre l'objectif, tout à fait insuffisant, de ces accords (une réduction des émissions de 5,2% au cours de la période 2008-2012).

(iii) Au nom de la justice climatique et de la réparation de leur dette écologique, les pays impérialistes sont tenus de transférer aux pays dominés les savoirs et les technologies permettant à ceux-ci de se développer en respectant les contraintes physiques de la stabilisation du climat. Ils sont tenus également de financer les mesures d'adaptation à la partie inévitable des changements climatiques, dont les populations pauvres des pays pauvres, principalement les femmes, sont les principales victimes.

(iv) Du point de vue technique, les sources renouvelables permettent amplement de faire face aux besoins futurs de l'humanité. Cependant, du fait de la nécessité de changer de système énergétique, la réussite de la transition dans les 40 ans à venir est conditionnée par une importante diminution de la consommation

d'énergie (50% et plus dans les pays développés). Celle-ci implique à son tour une réduction significative de la production matérielle, de sorte que le problème clé est le suivant : il faut produire globalement moins, tout en répondant aux demandes légitimes de trois milliards d'êtres humains dont de nombreux besoins fondamentaux sont insatisfaits.

C'est une illusion totale de croire que ce faisceau de conditions pourrait être respecté en attribuant au carbone un prix qui intègre le coût des dégâts du changement climatique. La valeur est un indicateur purement quantitatif exprimant la quantité de travail humain abstrait mise en œuvre à un moment déterminé de développement du capital : elle est par définition incapable de prendre en considération les richesses naturelles, de tenir compte des besoins des générations futures, de faire la différence entre les travaux concrets utiles ou inutiles du point de vue humain et d'intégrer les nombreux paramètres quantitatifs ainsi que qualitatifs de la stabilisation du climat. Cette incapacité se traduit déjà en pratique dans le fait que les monopoles capitalistes pèsent de tout leur poids, et avec succès, pour empêcher que la facture du réchauffement leur soit imputée, de sorte qu'ils déterminent en fin de compte les rythmes et les formes de la politique suivie, en fonction de leurs intérêts. Sur le plan social, enfin, l'imposition d'un prix mondial du carbone ferait payer la facture du réchauffement aux travailleurs et aux pauvres, approfondissant du même coup les inégalités, entre Nord-Sud mais aussi au sein des sociétés du Nord et du Sud.

Le capital est incapable de résoudre le problème clé car il est structurellement incapable de réduire la production matérielle globale tout en produisant davantage pour les besoins non solvables. Combiner le droit légitime au développement humain et la mise en œuvre planifiée, démocratique et rationnelle d'un programme de transition mondiale vers un système énergétique économe et efficace, basé exclusivement sur les sources renouvelables, indépendamment des coûts, n'est possible qu'en recourant à des mesures anticapitalistes radicales.

Ces mesures incluent notamment l'expropriation des secteurs de l'énergie et du crédit ; la réduction massive du temps de travail (vers la demi-journée de travail) avec baisse des cadences, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire ; des ponctions significatives sur les bénéfices capitalistes ; la plus grande relocalisation possible de la production, notamment agricole, via un soutien à l'agriculture paysanne ; des initiatives publiques dans le domaine du logement et du transport, indispensables pour changer les modes de consommation ; la constitution d'un fonds mondial d'adaptation alimenté par les bénéfices des monopoles ; le refinancement public de la recherche, l'arrêt de sa subordination à l'industrie et le transfert gratuit des technologies propres vers les pays du Sud ; ainsi que des dispositifs de participation démocratique et de contrôle par les populations et les collectivités locales, à tous ces différents niveaux.

3. Héritage empoisonné de deux cents ans de développement capitaliste basé sur les combustibles fossiles, le basculement climatique concentre la crise de civilisation due au fait que le potentiel de destruction sociale et écologique de ce système l'emporte désormais sur sa capacité d'identifier les besoins humains et d'y répondre. La combinaison des crises économique, climatique et alimentaire dans le cadre de la loi de population capitaliste porte en elle la menace d'une catastrophe humaine majeure, voire d'une plongée dans la barbarie.

Héritage empoisonné de deux cents ans de développement capitaliste, le basculement climatique constitue la manifestation la plus nette de la crise globale d'un système dont le potentiel de destruction sociale et écologique l'emporte désormais sur sa capacité d'identifier les besoins humains et d'y répondre. La croissance des forces productives est devenue croissance des forces destructives, non seulement parce que de plus en plus de technologies socialement et écologiquement destructrices sont déployées, mais aussi, globalement, parce que la logique capitaliste, en détraquant le climat, entraîne l'humanité vers un ensemble de difficultés aiguës. Le mode de production capitaliste implique une loi de population spécifique exprimant le besoin permanent d'une « armée de réserve industrielle ».

Dans le cadre de cette loi et dans le contexte de l'épuisement historique du capitalisme du troisième âge, la combinaison des crises économique, climatique et alimentaire porte en elle la sourde menace d'une vague de « destruction créatrice » (Schumpeter) d'une ampleur sans précédent, impliquant non seulement l'élimination massive de forces productives matérielles et de richesses naturelles irremplaçables, mais aussi un risque majeur de destruction physique pour des centaines de millions d'êtres humains. Cette logique infernale est déjà à l'œuvre dans la convergence des fractions du grand capital investies dans l'agrobusiness, l'énergie, l'automobile et la pétrochimie qui, en se ruant sur l'appropriation de terres et

l'exploitation industrielle de la biomasse comme ressource énergétique, accélèrent la ruine des petits paysans et l'exode rural, menacent les communautés indigènes et augmentent dramatiquement le nombre de sous-prolétaires victimes de la famine chronique. Faute d'une alternative d'ensemble, la dynamique interne du système le poussera toujours plus fortement sur la pente glissante d'une crise globale qui pourrait être d'une brutalité et d'une barbarie sans aucun précédent historique.

4. Le basculement climatique souligne à la fois l'urgence d'une alternative socialiste mondiale et celle d'une rupture radicale du projet socialiste avec le productivisme. La saturation du cycle du carbone et l'épuisement de ressources non renouvelables signifient en effet que, à la différence du passé, l'émancipation des travailleurs n'est plus concevable sans prise en compte des principales contraintes naturelles.

L'opposition à la croissance capitaliste, en soi, ne constitue ni un projet de société, ni une stratégie pour la mobilisation sociale large en faveur d'une autre société. La diminution de la production et de la consommation matérielles est immédiatement nécessaire à la stabilisation du climat parce que le capitalisme a entraîné l'humanité trop loin dans une voie sans issue. Mais elle ne préjuge en rien des possibilités de développements futures, une fois que le système climatique aura été stabilisé, d'une part, et elle ne constitue qu'un critère quantitatif de la transition nécessaire vers une économie sans carbone fossile, d'autre part. Sous peine de déboucher sur des conclusions anti-sociales, voire réactionnaires, ce critère quantitatif doit être combiné à des critères qualitatifs : redistribution des richesses, réduction du temps de travail sans perte de salaire, développement du secteur public, notamment. Si ceux-ci sont satisfaits, et pour peu qu'elle cible les productions inutiles ou nuisibles, la réduction de la production matérielle sera en réalité synonyme d'augmentation du bien-être, de la richesse et de la qualité de vie de l'immense majorité de l'humanité, via des investissements dans les secteurs sociaux, un autre aménagement du territoire, la gratuité des services vitaux et la reconquête du temps libre nécessaire à l'auto-activité, à l'auto-organisation et à l'autogestion démocratiques à tous les niveaux.

Le système capitaliste est inséparable de la croissance de la production et de la consommation matérielles, mais celle-ci constitue un effet, pas une cause. C'est la production de valeur, en tant que forme abstraite des valeurs d'échange, qui entraîne la tendance permanente à l'accumulation sans limites de la richesse à un pôle, et provoque en même temps l'accumulation de misère à l'autre. Une politique climatique qui ne prendrait pas en compte cette double réalité serait vouée à l'échec. Le point crucial et le levier de l'alternative anticapitaliste restent donc fondamentalement ceux que le projet socialiste a définis : la mobilisation des exploités et des opprimés contre un système basé sur la course au (sur)profit, la propriété privée des moyens de production, la production de marchandises, la concurrence et le salariat. Mais ce point crucial et ce levier ne suffisent plus à définir l'alternative.

La saturation du cycle du carbone constitue en effet la démonstration la plus évidente et la plus globale du fait que, à la différence du passé, l'émancipation des travailleurs n'est plus concevable sans prise en compte des principales contraintes naturelles : limites des stocks de ressources non renouvelables à l'échelle historique, vitesse de reconstitution des ressources renouvelables, lois de conversion de l'énergie, conditions de fonctionnement des écosystèmes et des cycles biologiques, rythmes de ceux-ci.

Il ne suffit pas d'affirmer que le socialisme doit intégrer les questions écologiques. Le véritable défi consiste plutôt à créer les conditions pour que le projet socialiste soit compatible avec l'écologie globale du super-écosystème terrestre. Le développement ne peut être conçu seulement dans le but de satisfaire les besoins humains réels démocratiquement déterminés, mais aussi en fonction de sa soutenabilité par l'environnement, et en acceptant de surcroît que la complexité, les inconnues et le caractère évolutif de la biosphère confèrent à cette entreprise un degré d'incertitude irréductible. La notion de « maîtrise humaine sur la nature » doit être abandonnée. Le seul socialisme réellement possible désormais est celui qui satisfait les besoins humains réels (débarrassés de l'aliénation marchande), démocratiquement déterminés par les intéressés eux-mêmes, en prenant soin simultanément de s'interroger prudemment sur l'impact environnemental de ces besoins et de la manière dont ils sont satisfaits.

Penser l'intrication du social et de l'écologique implique en premier lieu de dépasser la vision cloisonnée, utilitariste et linéaire de la nature comme la plateforme physique à partir de laquelle l'humanité opère, comme le magasin où elle puise les ressources nécessaires à la production de son existence sociale et comme la décharge où elle entrepose les déchets de cette activité. En réalité, la nature est tout à la fois la plateforme, le magasin, la déchetterie et l'ensemble des processus vivants qui, grâce à l'apport extérieur d'énergie solaire, font circuler la matière entre ces pôles en la réorganisant constamment. Les déchets et

leur mode de dépôt doivent donc être compatibles en qualité comme en quantité avec les capacités et les rythmes de recyclage par les écosystèmes, afin de ne pas détraquer le bon fonctionnement de la biosphère. Or, ce bon fonctionnement dépend du nombre et de la diversité des opérateurs biologiques, ainsi que de la qualité et de la complexité des multiples chaînes de relations qui les unissent, l'équilibre des flux déterminant en fin de compte l'approvisionnement de l'humanité en ressources.

Penser l'intrication du social et de l'écologique implique en deuxième lieu de tirer les leçons du constat qu'un mode de production ne se définit pas seulement par ses rapports de production et de propriété mais aussi par ses filières technologiques, qui sont modelées par ses choix énergétiques. Le changement climatique le montre clairement : les sources énergétiques utilisées par un mode de production et les méthodes employées pour convertir l'énergie afin de satisfaire les besoins humains (en aliments, en chaleur, en mouvement et en lumière) ne sont pas neutres socialement mais ont un caractère de classe marqué. Le système énergétique capitaliste est centralisé, anarchique, gaspilleur, inefficace, intensif en travail mort, basé sur des sources non renouvelables, et orienté vers la surproduction tendancielle de marchandises. La transformation socialiste de la société nécessite sa destruction progressive et son remplacement par un système décentralisé, planifié, économe, efficace, intensif en travail vivant, basé exclusivement sur les sources renouvelables et orienté vers la production de valeurs d'usage durables, recyclables et réutilisables. Cette transformation ne concerne pas seulement la « production » d'énergie au sens étroit mais l'ensemble de l'appareil industriel, l'agriculture, les transports, les loisirs et l'aménagement des territoires.

Le défi énergétique/climatique impose de concevoir la révolution socialiste non seulement comme destruction du pouvoir d'Etat bourgeois, création d'un Etat prolétarien qui commence à dépérir dès sa formation et instauration progressive de l'autogestion par les masses, mais aussi comme amorce d'un processus de destruction du vieil appareil productif capitaliste et de remplacement par un appareil alternatif, mettant en œuvre d'autres sources énergétiques, d'autres technologies et d'autres filières au service de buts démocratiquement déterminés. Ce bouleversement historique extrêmement profond peut commencer dans un pays ou un groupe de pays mais ne peut prendre toute son ampleur et s'achever qu'après la victoire de la révolution socialiste au niveau mondial, une fois que l'abolition des principales inégalités de développement aura permis de satisfaire le droit fondamental de chaque être humain à une existence digne de ce nom. Il postule en effet la réalisation préalable de l'autonomie énergétique, notamment de l'autonomie alimentaire des différents pays. Loin d'être synonyme d'arrêt du développement humain, il implique un progrès important des sciences et des techniques ainsi que de la capacité sociale de les mettre en œuvre démocratiquement, avec la participation active de toutes et tous, dans le cadre d'une culture du « prendre soin avec prudence » de la biosphère pour laquelle l'apport des communautés indigènes sera précieux.

Le marxisme révolutionnaire considère que, une fois satisfaits les besoins humains fondamentaux, le développement qualitatif de l'humanité prendra le pas sur le développement quantitatif. Cette conception est cohérente avec celle de Marx, pour qui la vraie richesse réside dans le temps libre, les relations sociales et la compréhension du monde. La perspective d'un communisme utilisant exclusivement les sources d'énergie renouvelables, principalement solaires, s'inscrit dans la continuité de cette pensée non productiviste tout en l'approfondissant et en tirant des conclusions nouvelles en termes de revendications, de tâches et de programme. Cet approfondissement justifie l'usage du concept nouveau d'écocialisme. Expression concentrée du combat commun contre l'exploitation du travail humain et contre la destruction des ressources naturelles par le capitalisme, l'écocialisme ne procède pas d'une vision idéaliste et chimérique sur « l'harmonie » à établir entre l'humanité et la nature mais de la nécessité matérialiste de gérer les échanges de matière entre la société et l'environnement en maîtrisant consciemment, collectivement et démocratiquement la tension entre les besoins humains et le bon fonctionnement des écosystèmes.

5. Nos tâches:

5.1. Sensibiliser les militants des mouvements sociaux pour conscientiser les masses et contribuer à construire une mobilisation de masse sur le climat. Le combat sur le climat requiert en priorité la construction de rapports de forces sociaux. Face à l'urgence et à la politique criminelle des gouvernements capitalistes, nous oeuvrons dans tous les pays à la construction d'un puissant mouvement de masse unitaire, coordonné à l'échelle mondiale. Ce mouvement doit être conçu comme un maillage des résistances sociales existant sur différents terrains, avec actions convergentes coordonnées et manifestations occasionnelles pluralistes, sur une plateforme minimale commune. Son but doit être de

contraindre les gouvernements à viser au minimum les réductions d'émission les plus radicales avancées par le GIEC, dans le respect du principe des « responsabilités communes mais différenciées », des droits sociaux et démocratiques ainsi que du droit de toutes et tous à une existence humaine digne de ce nom.

La mobilisation de masse en défense du climat est une tâche ardue du fait notamment du double décalage spatial et temporel entre le phénomène et ses effets. Un ample travail d'information sur le réchauffement et sur ses impacts est nécessaire. Il doit viser en particulier les équipes militantes des différents mouvements sociaux et des formations politiques de gauche, car celles-ci jouent un rôle décisif pour établir le lien concret entre la menace climatique globale et les problèmes sociaux particuliers, et en déduire des stratégies permettant de combiner lutte sociale et lutte environnementale.

5.2. Construire un courant de gauche, qui lie la lutte sur le climat et la justice sociale. La mutation nécessaire ne peut être gagnée sans la mobilisation et la participation active des exploités et des opprimés qui constituent l'immense majorité de la population. La politique climatique capitaliste rend cette participation impossible parce qu'elle est inacceptable sur le plan social. Elle implique en effet le renforcement de la domination impérialiste, de la concurrence et de la violence capitalistes ; donc de l'exploitation, de l'oppression, de l'inégalité sociale, de la concurrence entre travailleurs, de la violation des droits et de l'appropriation privée des ressources. En particulier, cette politique n'apporte aucune réponse au défi majeur de l'emploi, des salaires et des acquis des millions de travailleurs occupés dans les secteurs gros émetteurs de gaz à effet de serre. De ce fait, elle ne peut que se heurter à des résistances sociales légitimes.

Les grandes ONG environnementales tentent de radicaliser les objectifs climatiques des gouvernements en refusant de voir que cette radicalisation entraîne du même coup l'accentuation des attaques anti-sociales. C'est une voie sans issue. Nous défendons la nécessité d'une lutte combinée sur le climat et la justice sociale. Au sein du mouvement large, nous oeuvrons à la constitution d'un pôle de gauche qui lie ces deux dimensions et qui plaide par conséquent contre les recettes basées sur les instruments de marché, l'accumulation, la domination néocoloniale et la fuite en avant technologique. Ce pôle cherche à regrouper des éléments des gauches syndicale, écologiste, altermondialiste, féministe, tiers-mondiste, la gauche des « décroissants », les organisations de la gauche radicale, des scientifiques critiques, etc.

5.3. Mener la lutte idéologique contre le néo-malthusianisme vert, en défense des pauvres et des droits des femmes. Par sa nature de problème global et l'ampleur des catastrophes qu'il est susceptible de provoquer, le réchauffement favorise le développement de toute une série de courants idéologiques qui, sous couvert d'écologie radicale, tentent de réhabiliter les thèses de Malthus en les emballant dans un discours apocalyptique aux forts accents religieux. Ces courants trouvent un écho au plus haut niveau dans certains secteurs des classes dominantes, où la disparition de quelques centaines de millions d'êtres humains est plus facile à imaginer que celle du capitalisme. De ce fait, ils font peser une menace potentiellement sérieuse sur les pauvres en général, tout particulièrement sur les femmes. La lutte contre ces courants constitue une tâche importante, que nos organisations doivent assumer en tant que telles et en lien avec le mouvement des femmes.

Le niveau de la population est évidemment un paramètre de l'évolution du climat, mais il s'agit de combattre catégoriquement l'idée fautive que la croissance démographique serait une cause du changement climatique. La transition démographique est largement entamée dans les pays en développement, et progresse plus vite que prévu. Il est souhaitable qu'elle se poursuive, mais cela passe par le progrès social, le développement de systèmes de sécurité sociale, l'information des femmes et leur droit à contrôler leur propre fécondité (y compris le droit à l'avortement dans de bonnes conditions). Il s'agit forcément d'une politique de long terme. Sauf à recourir à des moyens barbares, aucune politique de contrôle de la population ne permet de répondre à l'urgence climatique

5.4. Introduire la question du climat dans les plateformes et les luttes des mouvements sociaux. Dans la perspective d'une mobilisation large enracinée dans les luttes existantes, nous agissons pour que la défense du climat devienne une préoccupation majeure des mouvements sociaux et qu'elle trouve une traduction concrète dans leurs plateformes de revendications, sur tous les terrains. Par exemple :

- la lutte pour la paix : la production d'armes et l'emploi des armes constituent une folie inacceptable au regard du changement climatique... qui est lui-même une cause possible de conflits supplémentaire ;

- la lutte contre la pauvreté, pour le droit au développement et la protection sociale : la capacité d'adaptation aux CC est directement proportionnelle au niveau de ressources et de développement. L'inégalité sociale accroît la vulnérabilité et handicape la mutation énergétique ;
- la lutte des femmes : l'adaptation au changement climatique renforce l'importance et l'urgence des revendications spécifiques des femmes pour l'égalité des droits, pour une prise en charge sociale des enfants, contre la double journée de travail, pour le droit à l'avortement et à la contraception ;
- la lutte pour l'emploi : réduire radicalement la consommation d'énergie, réaménager le territoire, les villes, prendre soin de la biodiversité, développer les transports publics et substituer les sources renouvelables aux fossiles offre un gigantesque réservoir d'emplois de qualité ;
- la lutte pour l'accès à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles, ainsi que pour une agriculture organique paysanne : les communautés rurales pratiquant une agriculture organique intensive en main-d'œuvre connaissent les moyens d'augmenter la teneur des sols en matière organique et de réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur ;
- la lutte contre la mondialisation et la libéralisation des marchés agricoles : cause de ruine des populations rurales, de famine, d'exode rural et/ou de pillage des écosystèmes, la libéralisation de ces marchés est aussi une importante sources d'émissions, directes (transport des produits d'exportation) et indirectes ;
- la lutte pour le droit d'asile : face à l'accroissement du nombre de réfugiés environnementaux, notamment climatiques, la liberté de circulation est indispensable et constitue la seule réponse digne de l'humanité ;
- les luttes des communautés indigènes pour leurs droits : par leur savoir et leur mode d'exploitation des écosystèmes, notamment forestiers, ces communautés sont les mieux à même de préserver et développer les puits de carbone ;
- la lutte contre la flexibilité et la précarisation du travail, contre l'allongement du temps de travail : les horaires coupés, flexibles, les campagnes capitalistes en faveur de la mobilité accrue de la main-d'œuvre, contraignent les salariés à l'usage la voiture. La production « just in time » est une source majeure d'émissions de GES dans le secteur des transports. La réduction du temps de travail est une condition nécessaire à l'éclosion à une échelle de masse de comportements alternatifs en matière de consommation et de loisirs ;
- la lutte contre les privatisations, pour un secteur public de qualité dans les domaines des transports, de l'énergie et de l'eau. Un secteur public de transport gratuit et de qualité peut seul concilier le droit de toutes et tous à la mobilité et la réduction des émissions. La libéralisation de la production d'électricité complique l'introduction sur le réseau des sources renouvelables intermittentes. Seule une entreprise publique ne travaillant pas pour le profit peut relever le défi consistant à supprimer en 2 ou 3 décennies la totalité des émissions dans le secteur du logement.

5.5. Tracer la perspective d'un plan anticapitaliste global de reconstruction sociale et écologique.

Dans ce cadre, mettre en avant des revendications liant concrètement la lutte pour le climat et la lutte pour la satisfaction des droits sociaux, en particulier le droit à l'emploi. Les directions des grandes confédérations syndicales internationales accompagnent la politique climatique capitaliste en échange de la possibilité pour elles d'en négocier certaines modalités. Cette orientation se concrétise dans la proposition d'un « Green Deal » basé sur l'illusion que les technologies vertes permettront de résorber le chômage et donneront l'impulsion à une nouvelle onde longue de prospérité et d'expansion capitaliste. Les bureaucraties syndicales intègrent les impératifs productivistes et de rentabilité capitalistes ainsi que les outils de la politique climatique dominante : aides publiques aux entreprises « vertes », « fiscalité écologique », Mécanisme de Développement Propre, marché des droits d'émission, voire soutien à l'énergie nucléaire et aux agrocarburants. Cette politique risque de rendre le mouvement syndical co-responsable des catastrophes. Elle sème la division parmi les travailleurs à l'échelle internationale, et entre secteurs au sein des différents pays.

Pour relever le défi, il ne suffit pas que des secteurs syndicaux participent aux mobilisations

environnementales : la lutte pour le climat doit s'enraciner dans les luttes des exploités eux-mêmes, s'intégrer dans le combat de la gauche du mouvement ouvrier pour une alternative anticapitaliste. Pour cela, il s'agit de sortir d'une vision étriquée axée sur uniquement la redistribution des richesses pour contester la conception même de la richesse et la manière dont les richesses sont produites, c'est-à-dire le mode de production dans ses fondements. A la politique des directions syndicales bureaucratiques, nous opposons la perspective d'un plan anticapitaliste global de reconstruction sociale et écologique. Ce plan inclut la défense et le renforcement du secteur public (en particulier dans les secteurs des transports et de l'énergie), le droit à l'emploi, à la protection sociale et au revenu comme droits fondamentaux, la reconversion collective et sous contrôle ouvrier des travailleurs des entreprises inutiles ou nuisibles, la réduction radicale du temps de travail sans perte de salaire avec baisse des cadences et embauche compensatoire, la création d'emploi verts dans des entreprises publiques et la gratuité des services de base.

A partir de ce cadre, nous intervenons dans les luttes, notamment autour des restructurations industrielles dans les secteurs écologiquement non soutenables (automobile par exemple), pour proposer des issues concrètes au choix infernal entre la poursuite de la production et la destruction de l'emploi. Nous exigeons des gouvernements qu'ils créent des emplois publics écologiquement utiles dans des secteurs tels que l'isolation des maisons, les transports en commun et le déploiement des sources d'énergie renouvelables indépendamment des coûts.

5.6. Le transfert massif de technologies propres vers les pays dominés et le financement de l'adaptation aux effets du changement climatique dans ces pays requièrent un partage des avoirs et des savoirs à l'échelle mondiale, donc ponctions substantielles sur les profits capitalistes. Le sauvetage du climat nécessite un partage des avoirs et des savoirs, à l'échelle mondiale. Il doit donc être lié à :

- l'annulation de la dette du tiers-monde et la restitution aux peuples des avoirs que les dictateurs de pays du Sud ont placés dans les banques occidentales ;
- la levée du secret bancaire, la suppression des paradis fiscaux, l'imposition des patrimoines, la taxation des mouvements spéculatifs, etc. ;
- l'augmentation substantielle des budgets des pays impérialistes consacrés à l'aide publique au développement ;
- la création, en plus de cette aide, d'un fonds mondial unique pour l'adaptation des pays en développement aux effets inévitables du CC et pour le transfert des technologies propres vers le secteur public de ces pays, sans conditions financières ;
- l'alimentation de ce fonds par une ponction sur les profits et les surprofits des secteurs économiques les plus responsables du changement climatique (secteur pétrolier, charbonnier, automobile, production d'électricité, notamment) ;
- la suppression du régime des brevets dans la santé et dans les technologies permettant de produire des biens de consommation et des services essentiels (transports, industrie légère, eau et énergie, communications) afin que toutes les populations de la planète puissent accéder aux biens fondamentaux ;
- un système de compensation financière pour les pays du Sud qui renoncent à exploiter leurs ressources en combustibles fossiles.

5.7. Les émissions des pays dominés ne pourront pas dévier de 30% au moins par rapport aux projections si le modèle capitaliste de développement n'est pas remis en cause. La contribution des pays dominés à la stabilisation du climat au niveau le moins dangereux possible n'est possible que par un développement endogène, répondant aux besoins de la grande masse de la population, donc lié à une réforme agraire en faveur de l'agriculture paysanne et à une réorientation de la production vers le marché intérieur. Concilier droit au développement humain et stabilisation du climat nécessite donc des mesures contre les classes dominantes locales, qui tirent prétexte du droit au développement pour tenter de refuser toute entrave à la combustion des combustibles fossiles, pillent des ressources naturelles, s'approprient les forêts, jouent les intermédiaires pour la vente des crédits de carbone, produisent des agrocarburants, et

exportent des denrées agricoles ou des produits industriels à bas prix pour les marchés des pays développés. Pour empêcher qu'ils servent à alimenter ce modèle de développement socialement et écologiquement nuisible, les fonds et moyens technologiques mis à disposition des pays du Sud doivent être placés sous le contrôle démocratique des populations ainsi que de leurs mouvements sociaux.

5.8. Les peuples indigènes, en défendant leur mode de vie et leur type de relation avec l'environnement, jouent un rôle de premier plan dans la lutte pour la protection de la forêt, donc du climat et de l'environnement en général. Les peuples d'Amérique latine, en particulier, défendent une conception liée à leur civilisation ancestrale aux antipodes de la vie prônée par l'idéologie bourgeoise – ils retiennent qu'ils ne sont pas propriétaires de leur terre, mais qu'ils lui appartiennent, une notion qui résume l'axe central de leur philosophie, inspirée par le respect de la Terre, ce qui explique pourquoi ils appellent leur territoire la Mère Terre, la Pacha Mama. Ils soignent, entretiennent, et cultivent un autre modèle de vie, communautaire et solidaire, intensément lié à la nature.

Ainsi, l'organisation socio-politique des peuples originaires sur leur territoire ne se limite pas aux frontières imposées par les impérialistes. Les menaces qui pèsent sur leur mode de vie, leurs structures sociales, leurs ressources naturelles, leurs peuples, à travers les innombrables invasions de leurs territoires constituent une violation de leurs droits inaliénables, ce qui les amène à s'organiser et résister aux saccages des transnationales mis en place dans le cadre des traités ou des accords de libre échange ou de l'IIRSA (Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-américaine) de ces dernières décennies. Leurs revendications doivent être soutenues et il faut s'opposer à toute occupation de leurs territoires par les industries extractives, à toute constructions d'usines hydroélectriques, de voies de chemins de fer ou de routes, de barrages... sans consentement préalable des peuples. A un moment où la question environnementale occupe clairement un rôle et une place stratégique dans la lutte anticapitaliste, la construction d'une alliance entre les mouvements de travailleurs des villes et des campagnes et les peuples premiers constitue un des plus grands défis de notre époque. L'enjeu de ces combats est aussi le sauvetage des dernières forêts tropicales qui jouent un rôle majeur dans le système climatique.

5.9. S'opposer à la fuite en avant technologique et intégrer tous les grands défis écologiques dans une perspective de développement vraiment soutenable. L'histoire du capitalisme est jalonnée de crises environnementales « résolues » sans vision écologique d'ensemble, par la mise en œuvre de réponses technologiques partielles subordonnées aux impératifs de rentabilité, dont les effets environnementaux néfastes apparaissent plus tard. Résoudre la crise climatique/énergétique en suivant la même méthode d'apprenti-sorcier risque d'avoir des conséquences encore plus redoutables, en particulier dans trois domaines : le recours accru au nucléaire et aux organismes génétiquement modifiés ainsi que le stockage géologique du CO₂ dans le cadre d'une nouvelle vague d'exploitation de la houille. S'opposer à ces réponses capitalistes est une tâche des plus importantes. Il faut les dénoncer comme des symboles de la folie de la croissance capitaliste sans limites, comme la tentative absurde du système de sauter par-dessus sa propre tête pour maintenir malgré tout l'accumulation génératrice de profit.

D'une manière plus générale, le défi climatique fédère toutes les questions environnementales. La riposte doit donc intégrer tous les grands défis écologiques, notamment : **(i)** la défense de la forêt tropicale dans le respect des droits des communautés indigènes qui vivent de ses ressources (puits de carbone) ; **(ii)** la défense de la biodiversité ; **(iii)** la gestion rationnelle et publique des ressources en eau ; **(iv)** la lutte contre l'empoisonnement de la biosphère par les quelques 100.000 molécules issues de la pétrochimie, qui n'existent pas dans la nature et donc certaines ne peuvent être décomposées par ses agents réducteurs ; **(v)** l'élimination des gaz destructeurs de l'ozone stratosphérique et leur remplacement par des composés n'ayant pas d'autre impact écologique dangereux ; **(vi)** la lutte contre la pollution atmosphérique et ses conséquences pour la santé humaine (asthme, maladies cardiovasculaires,) ainsi que pour les écosystèmes (acidification, ozone troposphérique).

5.10. Dénoncer le fossé entre les plans capitalistes et le diagnostic de la situation par les scientifiques. Nouer des liens avec des scientifiques critiques. Poser les questions de la propriété du savoir et du rôle social de la recherche. La prétention des gouvernements qui tentent de faire croire que leur politique climatique capitaliste et libérale est fondée sur « la science » doit être combattue vigoureusement. Pour ce faire, il s'agit de dénoncer le gouffre séparant les objectifs des gouvernements des conclusions que le principe de précaution impose de tirer des rapports du GIEC. Cette dénonciation implique d'assimiler l'essentiel de l'expertise scientifique tout en critiquant les présupposés idéologiques et sociaux dominants qui sont véhiculés par la grande majorité des experts.

La gauche doit nouer des relations avec des scientifiques, les inviter à communiquer leur expertise aux mouvements sociaux, les interpeller à partir de ceux-ci sur leur positionnement politique général, les pousser à s'exprimer sur la contradiction entre les solutions rationnelles globales que demande la lutte contre le réchauffement, d'une part, et l'ultra-cloisonnement des sciences au service de la rationalité capitaliste partielle, d'autre part. Vu la place prise par l'expertise scientifique dans l'élaboration des politiques, il est d'une importance non négligeable de nouer des relations entre les mouvements sociaux et des chercheurs critiques et humanistes. Dans ce cadre, nous développons un point de vue plus général sur le rôle de la science et de la recherche dans la lutte pour la stabilisation du climat dans la justice sociale.

Nous ne refusons pas les solutions technologiques, ni les concepts de développement et de progrès. Nous plaidons au contraire pour que la recherche scientifique et technique soit libérée de l'emprise du capital afin que son potentiel puisse être mis massivement et rapidement au service du progrès dans l'efficacité énergétique, la gestion rationnelle des ressources et le développement soutenable des sources énergétiques renouvelables. Nous exigeons le refinancement public massif de la recherche, l'arrêt des contrats qui lient les universités à l'industrie et au capital financier, la définition démocratique des priorités de la recherche en fonction de la transition, dans la justice sociale, vers une société sans combustibles fossiles.

5.11. Combattre la culpabilisation, mais assumer la sobriété énergétique dans la mesure du possible social. Les discours culpabilisants des gouvernements qui attribuent la responsabilité du réchauffement au comportement individuel de chacun escamotent l'inégalité sociale, la responsabilité du capitalisme, détournent l'attention des profonds changements structurels nécessaires, et pavent le chemin pour des mesures injustes telles que la « taxe carbone ». C'est une illusion de croire que le climat pourrait être sauvé par un mouvement de « contagion culturelle » contre la surconsommation, alors que plus de la moitié de l'humanité vit dans la sous-consommation chronique. Mais c'est une illusion également de miser sur d'hypothétiques percées scientifiques révolutionnaires pour ne pas mettre en question la surconsommation et les pratiques individuelles qui en découlent.

Au lieu d'opposer les actions dans la sphère de la consommation aux changements structurels dans la sphère de la production, les premières doivent être conçues comme un moyen de faire prendre conscience de la nécessité des secondes. Les pratiques sociales alternatives, les campagnes et les mobilisations démocratiques, même minoritaires, qui contestent le productivisme et le consumérisme, peuvent jouer un rôle positif dans la formation de la conscience collective que des changements structurels sont nécessaires, aussi dans la sphère de la production, et que ces changements s'accompagneront d'une plus grande qualité de vie.

5.12. Développer une pratique de secours populaire en cas de catastrophe. Le changement climatique accroît considérablement les risques de catastrophes frappant plus particulièrement les travailleurs et les pauvres, en particulier dans les pays en développement. Face à cette menace, nous devons nous préparer à intervenir avec les mouvements sociaux sur deux terrains différents : le terrain revendicatif consistant à mettre les Etats devant leurs responsabilités ; et le terrain des secours directs, populaires et solidaires, pris en charge par les populations locales et leurs organisations avec l'aide des réseaux militants au niveau mondial. L'expérience acquise dans les catastrophes naturelles montre en effet que ces secours populaires sont plus rapides, plus directement orientés vers les pauvres et les besoins réels et peu coûteux. De plus, ils sont favorables à l'éclosion d'autres rapports sociaux, de contestation de l'ordre établi.

« Le capitalisme vert est aussi impossible que le capitalisme social »

Interview avec Daniel Tanuro

Daniel Tanuro, collaborateur régulier au bimestriel "La Gauche" - et responsable de sa rubrique "Eco-logique" - est ingénieur agronome et fondateur de l'association "Climat et Justice Sociale" (CJS). Il vient de publier aux éditions La Découverte (Collection "Les Empêcheurs de penser en rond") un ouvrage écosocialiste au titre limpide: "L'impossible capitalisme vert". Nous publions ci-dessous l'interview qu'il a accordé pour le site "écologithèque". (LCR-Web)

Daniel Tanuro, vous êtes l'auteur de « L'impossible capitalisme vert », paru aux éditions Les empêcheurs de penser en rond / La découverte (2010). Vous êtes aussi le fondateur de l'ONG « Climat et justice sociale ». Qu'est-ce que le « capitalisme vert » ?

D.T. : L'expression « capitalisme vert » peut s'entendre dans deux sens différents. Un producteur d'éoliennes peut se targuer de faire du capitalisme vert. En ce sens - au sens que certains capitaux s'investissent dans un secteur « propre » de l'économie – une forme de capitalisme vert est évidemment possible et très rentable. Mais la vraie question est de savoir si le capitalisme dans son ensemble peut tourner au vert, autrement dit si l'action globale des capitaux nombreux et concurrents qui constituent le Capital peut respecter les cycles écologiques, leur rythmes, et la vitesse de reconstitution des ressources naturelles. C'est dans ce sens que mon livre pose la question et il y répond par la négative.

Mon argument principal est que la concurrence pousse chaque propriétaire de capitaux à remplacer des travailleurs par des machines plus productives, afin de toucher un surprofit en plus du profit moyen. Le productivisme est ainsi au cœur du capitalisme. Comme disait Schumpeter : « un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes ». L'accumulation capitaliste étant potentiellement illimitée, il y a un antagonisme entre le capital et la nature, dont les ressources sont finies. On peut objecter que la course à la productivité amène le capital à être de plus en plus économe en ressources, ce qui se traduit notamment par la diminution observée de la quantité d'énergie nécessaire à la production d'un point de PIB. Mais, d'une part, cette tendance à l'efficacité accrue ne peut évidemment pas se prolonger indéfiniment de façon linéaire et, d'autre part, on constate empiriquement qu'elle est plus que compensée par la masse croissante de marchandises produites. Le capitalisme vert est donc un oxymore, au même titre que le capitalisme social.

Ce constat ouvre un débat entre deux conceptions stratégiques opposées. Pour les uns, le fonctionnement spontanément écocide du capitalisme peut être corrigé par une action politique dans le cadre du système, en recourant aux mécanismes marchands (taxes, incitants fiscaux, droits d'émission échangeables, etc.). Pour les autres, dont je fais partie, une politique de rupture s'impose au contraire parce qu'une remise en cause des lois fondamentales du capitalisme est absolument indispensable au sauvetage de l'environnement. Il s'agit notamment d'oser contester la propriété privée des moyens de production, fondement du système.

A mon avis, le débat entre ces deux lignes est tranché en pratique par l'exemple de la lutte contre les changements climatiques. Dans les pays capitalistes développés, nous sommes confrontés à l'obligation d'abandonner quasi-complètement l'usage des combustibles fossiles en deux générations à peine. Si l'on exclut le nucléaire – et il faut l'exclure - cela implique, en Europe par exemple, de diviser de moitié environ la consommation finale d'énergie, ce qui n'est possible qu'en réduisant dans une mesure non négligeable la transformation et le transport de matière. Passage aux renouvelables et réduction de la consommation énergétique sont liés et nécessitent des investissements importants, inconcevables si les décisions restent subordonnés au dogme de l'efficacité-coût. Or, l'alternative à l'efficacité-coût ne peut être qu'une planification démocratique axée sur les besoins sociaux et écologiques. Et cette planification à son tour n'est possible qu'en brisant la résistance des monopoles du pétrole, du charbon, du gaz, de l'automobile, de la pétrochimie, de la construction navale et aéronautique, ..., car ceux-ci veulent brûler des combustibles

fossiles le plus longtemps possible.

Le changement climatique est au centre de votre livre. Vous interprétez ce changement comme étant un « basculement climatique ». Qu'entendez-vous par basculement, et en quoi celui-ci vous paraît-il être autrement plus inquiétant qu'un simple changement ?

D.T. : L'expression « changements climatiques » (il s'agit bien de changements, au pluriel) suggère la répétition de variations climatiques analogues à celles du passé. Or, d'ici la fin du siècle, en quelques décennies, le climat de la Terre risque de changer autant qu'au cours des 20.000 années écoulées depuis la dernière glaciation. Nous ne sommes sans doute plus très loin d'un « tipping point » au-delà duquel il ne sera plus possible d'empêcher la fonte à terme des calottes glaciaires formées il y a 65 millions d'années. Pour décrire cette réalité, le terme « basculement » est indiscutablement plus adapté que celui de « changements » !

La vitesse du phénomène est sans précédent et fait peser une menace majeure, car de nombreux écosystèmes ne pourront pas s'adapter. Cela vaut non seulement pour les écosystèmes naturels mais aussi, je le crains, pour certains écosystèmes aménagés par l'être humain. Voyez ce qui se passe au Pakistan : conçu par le colonisateur britannique en fonction de ses intérêts impérialistes, le dispositif de gestion des eaux de l'Indus par des barrages et des digues qui alimentent un vaste réseau d'irrigation se révèle inadéquat face au risque de crues exceptionnelles. Or, ce risque augmente parce que le réchauffement perturbe le régime des moussons et augmente la violence des précipitations.

Il me semble illusoire d'espérer gagner cette course de vitesse en renforçant les infrastructures existantes, comme le proposent la Banque Mondiale et les grands groupes capitalistes spécialisés dans les travaux publics. A l'endiguement des eaux, il serait plus raisonnable d'opposer la gestion souple des crues qui était pratiquée avant la colonisation. C'est ce que propose l'IRN (International Rivers Network) : permettre aux flots d'évacuer les sédiments pour empêcher l'envasement du bassin et alimenter le delta, arrêter la déforestation, ménager des zones inondables, etc. Mais cela demande une refonte complète du dispositif, sur plus de 3000 km, avec des implications majeures sur l'aménagement du territoire, la politique agricole, la politique urbaine, la production énergétique, etc.

Sur le plan social, cette refonte, à réaliser en deux ou trois décennies (c'est-à-dire très vite pour des travaux d'une telle ampleur !), implique de remettre en cause le pouvoir de l'oligarchie foncière ainsi que les programmes de développement que FMI et Banque Mondiale imposent par le truchement de la dette. Cette dette doit d'ailleurs être annulée, sans quoi la reconstruction sera lourdement hypothéquée et le pays, étranglé, risquera d'entrer dans l'histoire comme le premier exemple de spirale régressive où le réchauffement global lie entre eux tous les mécanismes du sous-développement et en démultiplie les effets négatifs. On voit bien ici comment les questions sociales et environnementales s'interpénètrent. En fait, la lutte contre le basculement climatique requiert un basculement politique vers un autre modèle de développement, centré sur la satisfaction des besoins des populations. Sans cela, d'autres catastrophes encore plus terribles risquent de se produire, dont les pauvres seront les principales victimes. Tel est l'avertissement lancé par le drame pakistanais.

Vous estimez que les pays du Sud devraient « sauter » l'étape des énergies fossiles pour assurer leur développement et passer directement à celle des énergies renouvelables. Que répondez-vous à ceux qui vous objectent que les énergies renouvelables ne sont pas en mesure (techniquement et quantitativement) d'assurer cette fonction ?

D.T. : Je leur réponds qu'ils ont tort. Le flux solaire qui atteint la surface de la Terre équivaut 8 à 10.000 fois la consommation énergétique mondiale. Le potentiel technique des énergies renouvelables – c'est-à-dire la part de ce potentiel théorique utilisable au moyen des technologies connues, indépendamment du coût – représente six à dix-huit fois les besoins mondiaux, selon les estimations. Il est certain que ce potentiel technique pourrait augmenter très rapidement si le développement des renouvelables devenait enfin une priorité absolue des politiques de recherche dans le domaine de l'énergie (ce qu'il n'est toujours pas actuellement).

La transition aux renouvelables pose assurément une foule de problèmes techniques complexes, mais il n'y a pas de raison de les croire insurmontables. Les principaux obstacles sont politiques. Un : sauf exceptions, les énergies renouvelables restent plus chères que les énergies fossiles. Deux : passer aux renouvelables n'est pas la même chose que de changer de carburant à la pompe : il faut changer de

système énergétique. Cela requiert d'énormes investissements et ceux-ci, au début de la transition, seront forcément consommateurs d'énergies fossiles, donc générateurs de gaz à effet de serre supplémentaires ; ces émissions supplémentaires doivent être compensées, et c'est pourquoi, dans l'immédiat, la réduction de la consommation finale d'énergie constitue la condition sine qua non d'un passage aux renouvelables qui, une fois opéré, ouvrira de nouveaux horizons. Je le répète : il n'y a pas de solution satisfaisante possible sans affronter le double obstacle combiné du profit et de la croissance capitalistes. Cela implique notamment que les technologies propres contrôlées par le Nord soient transférées gratuitement au Sud, à la seule condition d'être mises en œuvre par le secteur public et sous contrôle des populations.

Vous prônez une écologie sociale que vous appelez l'écosocialisme. Qu'est-ce qu'un écosocialiste ? Et en quoi se différencie-t-il d'un écologiste ou d'un socialiste de « base » ?

D.T. : Un écosocialiste se différencie d'un écologiste en ceci qu'il analyse la « crise écologique » non comme une crise du rapport entre l'humanité en général et la nature mais comme une crise du rapport entre un mode de production historiquement déterminé et son environnement, donc en dernière instance comme une manifestation de la crise du mode de production lui-même. Autrement dit, pour un écosocialiste, la crise écologique est en fait une manifestation de la crise du capitalisme (en n'oubliant pas la crise spécifique des sociétés dites « socialistes » qui ont singé le productivisme capitaliste). Il en résulte que, dans son combat pour l'environnement, un écosocialiste proposera toujours des revendications qui font le lien avec la question sociale, avec la lutte des exploités et des opprimés pour une redistribution des richesses, pour l'emploi, etc.

Par ailleurs, l'écosocialiste se différencie du socialiste «de base», comme vous dites, en ceci que, pour lui, le seul anticapitalisme qui vaille désormais est celui qui prend en compte les limites naturelles ainsi que les contraintes de fonctionnement des écosystèmes. Cela a de nombreuses implications : rupture avec le productivisme et le consumérisme, bien sûr, dans la perspective d'une société où, les besoins de base étant satisfaits, le temps libre et les relations sociales constituent la véritable richesse. Mais aussi contestation des technologies ainsi que des productions nuisibles, couplée à l'exigence de reconversion des travailleurs. La décentralisation maximale de la production et de la distribution, dans le cadre d'une économie démocratiquement planifiée, est une autre insistance des écosocialistes.

Un point sur lequel il me semble important d'insister est la mise en cause de la vision socialiste traditionnelle qui voit toute hausse de la productivité du travail agricole comme un pas vers le socialisme. A mon avis, cette conception ne permet pas de rencontrer les exigences de respect accru de l'environnement. En fait, une agriculture et une foresterie plus soutenables écologiquement nécessitent plus de main-d'œuvre, pas moins. Recréer des haies, des bocages, des zones humides, diversifier les cultures, mener la lutte biologique, par exemple, implique une augmentation de la part du travail social investi dans des tâches de maintenance écologique. Ce travail peut être de haute scientificité et de haute technicité – ce n'est pas le retour à la houe – mais il n'est guère mécanisable. C'est pourquoi je pense qu'une culture du « prendre soin » (j'emprunte ce concept à Isabelle Stengers) doit imprégner les activités économiques, en particulier celles qui sont en prise directe sur les écosystèmes. Nous sommes responsables de la nature.

D'une certaine manière, il s'agit d'étendre la logique qui est celle de la gauche dans le domaine des soins aux personnes, de l'enseignement, etc. Aucun socialiste ne plaide pour remplacer les infirmières par des robots ; nous sommes tous conscients du fait qu'il faut plus d'infirmières mieux payées pour que les patients soient mieux soignés. Eh bien ! il en va de même, mutatis mutandis, pour l'environnement : pour être mieux soigné, il y faut plus de force de travail, d'intelligence et de sensibilité humaines. Contrairement au « socialiste de base », et même si c'est difficile, l'écosocialiste, parce qu'il est conscient de l'urgence, tâche d'introduire toutes ces questions dans les luttes des exploités et des opprimés, plutôt que de les renvoyer aux lendemains qui chantent.

Beaucoup, dont moi, sont convaincus que la sortie de capitalisme productiviste est une condition incontournable pour lutter efficacement contre le changement climatique. Pour ce faire, vous en appelez à « l'homme social, les producteurs associés ». Qui sont-ils, et comment peuvent-ils concrètement agir ?

D.T. : Vous faites allusion à la citation de Marx placée en exergue de mon ouvrage : « La seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés, règlent rationnellement leur échange de matière avec la nature... ». Il faut bien voir que dans l'esprit de Marx, cette régulation rationnelle des échanges est

conditionnée par la disparition du capitalisme. En effet, d'une part la lutte de tous contre tous sape en permanence les tentatives des producteurs de s'associer ; d'autre part, une fraction significative des producteurs -les salariés- sont coupés de leurs moyens de production. Ceux-ci, y compris les ressources naturelles, sont appropriés par les patrons.

Privés de tout pouvoir de décision, les salariés ne sont pas en mesure de régler rationnellement quoi que ce soit qui concerne la production, pour ne pas parler de régler rationnellement les échanges de matière avec l'environnement ! Pour se constituer en homme social, les producteurs doivent commencer à s'associer dans le combat contre leurs exploiters. Ce combat porte en germe l'appropriation collective des moyens de production et l'usufruit collectif des ressources naturelles. Ceux-ci à leur tour sont la condition nécessaire mais non suffisante d'une relation plus harmonieuse avec la nature.

Ceci dit, on peut répondre à votre question sur l'action concrète en examinant comment les différents groupes de producteurs comprennent - ou pas - la nécessité de réguler rationnellement les échanges de matière humanité-nature. Actuellement, il est frappant que les prises de position de type écosocialiste les plus avancées émanent des peuples indigènes et des petits paysans mobilisés contre l'agrobusiness. Ce n'est pas un hasard : ces deux catégories de producteurs ne sont pas, ou pas complètement, coupés de leurs moyens de production. C'est pourquoi elles sont capables de proposer des stratégies concrètes de régulation rationnelle de leurs échanges avec l'environnement. Les peuples indigènes voient dans la défense du climat un argument supplémentaire en faveur de la préservation de leur mode de vie précapitaliste, en symbiose avec la forêt. Quant au mouvement paysan Via Campesina, il a élaboré tout un programme de revendications concrètes sur le thème « les paysannes et les paysans savent comment refroidir le climat ».

Par contraste, le mouvement ouvrier est à la traîne. C'est évidemment le résultat du fait que chaque travailleur salarié individuel est amené à souhaiter la bonne marche de l'entreprise qui l'exploite, afin de préserver son gagne-pain. Conclusion: plus les solidarités ouvrières reculeront face à l'offensive néolibérale, plus il sera difficile de développer une conscience écologique chez les travailleurs. C'est un gros problème, car la classe ouvrière, de par sa place centrale dans la production, est appelée à jouer un rôle de premier plan dans la lutte pour l'alternative anticapitaliste nécessaire au sauvetage de l'environnement. Les peuples indigènes, les organisations paysannes et la jeunesse ont donc intérêt à tenter d'impliquer toujours plus les syndicats dans les campagnes pour le climat, en multipliant les collaborations, les contacts à la base, etc.

A l'intérieur même du mouvement ouvrier, il convient de faire émerger des revendications qui répondent aux préoccupations en matière d'emploi, de revenu et de conditions de travail tout en contribuant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Un enjeu important à cet égard est la réduction collective radicale du temps de travail, sans perte de salaire, avec diminution drastique des cadences et embauche compensatoire. Un autre volet est l'extension d'un secteur public sous contrôle des travailleurs et des usagers : transports publics gratuits et de qualité, service public de l'énergie, entreprises publiques d'isolation et de rénovation des bâtiments, etc. Les écosocialistes ont un rôle à jouer pour favoriser l'apparition de telles demandes.

Avec « L'impossible capitalisme vert » vous ne semblez pas craindre d'être taxé de catastrophiste par ceux qui n'ont pas encore compris que nous sommes entrés dans l'ère de l'anthropocène et que l'homme est le principal responsable, notamment depuis l'ère industrielle, de l'emballement climatique. Le capitalisme vert, tout comme « le développement durable » et le « greenwashing », ne participent-ils pas d'une volonté de nier cette responsabilité et de continuer «comme avant» ?

La sortie du capitalisme productiviste ne passe-t-elle pas d'abord par une modification de nos comportements de consommateurs et de producteurs ?

D.T. : Je ne suis pas un catastrophiste. Dans mon livre, je me suis basé quasi-exclusivement sur les rapports du GIEC qui, pour ce qui est du diagnostic sur le réchauffement et sur ses impacts possibles, m'apparaissent, quoi qu'on en dise, comme une excellente synthèse de « bonne science », soumise à la peer review. C'est vrai que le GIEC retarde un peu par rapport aux dernières découvertes, mais cela ne change pas grand-chose aux conclusions.

En fait, je redoute les discours de panique et de surenchère. Trop souvent, ils tendent à occulter les vraies menaces et les vraies responsabilités. Le basculement climatique se prête bien aux eschatologies, et il ne

manque pas de gourous pour clamer que « la planète est en danger », que « la vie est en danger » que « l'humanité est en danger », que le « plafond photosynthétique » va nous tomber sur la tête, ou que sais-je encore. Tout cela est excessif. La planète ne craint rien, et la vie sur Terre est un phénomène à ce point coriace que l'humanité, quand bien même elle le voudrait, ne pourrait probablement pas en venir à bout, même à coup de bombes atomiques...

Quant à notre espèce, le changement climatique, en soi, ne la met pas en péril. Le danger qu'il fait planer est plus circonscrit : trois milliards d'êtres humains environ risquent une dégradation substantielle de leurs conditions de vie, et quelques centaines de millions d'entre eux – les plus pauvres – sont menacés dans leur existence même. Les décideurs le savent et ne font rien - ou presque rien - parce que cela coûterait trop cher, et handicaperait par conséquent la bonne marche des affaires. Voilà la réalité toute nue. Trop souvent, les discours catastrophistes ont pour effet d'en voiler la barbarie potentielle, et de diluer les enjeux dans un vague sentiment global de culpabilité : « ne perdons pas de temps à pinailler sur les responsabilités », « nous sommes tous coupables », « nous devons tous accepter de faire des efforts », etc. Pendant ce temps-là, les lobbies énergétiques continuent tranquillement à brûler du charbon et du pétrole à tire-larigot...

Ceci m'amène à la deuxième partie de votre question, concernant le changement de nos comportements de producteurs et de consommateurs. A la suite de ce que j'ai dit plus tôt, il convient de souligner que les salariés sont incapables de changer leurs comportements de producteurs. Qui produit, comment, pourquoi, pour qui, en quelles quantités, avec quels impacts écologiques et sociaux ? au quotidien, seuls les patrons ont le pouvoir de répondre à ces questions et, en dernière instance, ils y répondent en fonction de leurs profits. Les salariés ne peuvent que tenter d'exercer un droit de regard sur la gestion patronale, dans le but de la contester et de prendre conscience de leur capacité de faire mieux, selon d'autres critères que le profit. C'est la dynamique du contrôle ouvrier, et les écosocialistes devraient se pencher sur la manière dont cette vieille revendication peut être revisitée pour englober les préoccupations environnementales.

Pour ce qui est de la consommation, je crois nécessaire de faire la distinction entre les changements individuels et les changements collectifs. A tout prendre, il vaut certes mieux que celui qui voyage en avion compense ses émissions de CO2 d'une manière ou d'une autre, mais cette compensation lui permettra surtout de s'acheter une bonne conscience à bon marché tout en le détournant du combat politique en faveur des changements structurels indispensables. Promouvoir ce genre de comportements, c'est faire le jeu du « greenwashing », et celui-ci vise effectivement à « continuer comme avant ». Autre chose sont les changements collectifs qui concourent à valider une autre logique possible, favorisent l'invention de pratiques alternatives et contribuent à la prise de conscience que des changements structurels sont nécessaires, qui passent par une mobilisation sociale. Ces changements-là, tels que les groupements d'achat de produits bio auprès des agriculteurs, ou les potagers urbains collectifs, sont à encourager.

Peut-on lutter contre le basculement climatique sans tenir compte des coûts financiers et sociaux que cela représente ? Y-a-t-il urgence à bâtir un autre modèle et à risquer de mettre en péril la société toute entière ? Entre Nature et civilisation, quel choix ?

D.T. : Dire qu'une autre politique climatique mettrait la société toute entière en péril au nom d'une priorité de la Nature sur la civilisation, c'est mettre la réalité sur sa tête ! Ce qui se passe en vérité, c'est que la politique actuelle met la civilisation en péril tout en causant d'énormes dommages irréversibles à la Nature, qui est notre patrimoine commun. Cette politique est totalement subordonnée au dogme de l'efficience-coût, et on voit ce que ça donne : des peanuts. Nous allons droit dans le mur.

Evidemment, une autre politique ne pourra pas faire comme si le coût des différentes mesures à prendre n'avait aucune espèce d'importance : entre deux stratégies équivalentes pour réduire les émissions, il est raisonnable de choisir celle qui, toutes autres conditions étant égales, coûtera le moins cher à la collectivité. Mais le fond de l'affaire qu'il faut d'abord une autre politique, guidée par d'autres critères que le coût, notamment des critères qualitatifs. Sur le plan technique, un critère essentiel est celui de l'efficacité énergétique au niveau des filières. Le grand écologiste américain Barry Commoner plaide déjà cette cause il y a plus de vingt ans. Il est thermodynamiquement absurde, disait-il, de transporter du charbon sur des milliers de kilomètres pour produire de l'électricité qui, une fois acheminée sur des centaines de kilomètres, servira à chauffer de l'eau sanitaire, chose que l'on peut très bien faire avec un chauffe-eau solaire. Sur le plan social, un critère majeur doit être la protection des populations et de leur bien-être, en particulier la protection des plus pauvres. Ce critère, aujourd'hui, est très largement ignoré, d'où le drame du Pakistan, entre autres.

Enfin, pensez-vous que votre projet écosocialiste soit réalisable dans un avenir proche ?

D.T. : La possibilité de réaliser ce projet dépend entièrement des rapports de force entre le capitalisme d'une part, les exploités et les opprimés d'autre part. Ces rapports de force sont actuellement à l'avantage du capital, il ne faut pas se le cacher. Mais il n'y a pas de troisième voie possible : les tentatives de sauver le climat par des mécanismes de marché étalent tous les jours leur inefficacité écologique et leur injustice sociale. Il n'y a pas d'autre chemin que celui de la résistance. Elle seule peut changer les rapports de forces et imposer des réformes partielles allant dans la bonne direction. Copenhague a été un premier pas, le sommet de Cochabamba un second. Continuons à marcher, unissons-nous, mobilisons-nous, construisons un vaste mouvement mondial pour le sauvetage du climat dans la justice sociale. Ce sera plus efficace que toutes les démarches lobbyistes de ceux qui se font des illusions sur le capitalisme vert.

Titre de la rédaction LCR-Web. Interview parue le 22 septembre 2010 sur le site:

<http://www.ecologitheque.com/itwtanuro.html>